

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 493 - 1 €

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol
«Proletarian»
Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 493
Mai-Juin-Juillet-Août 2009
46^e année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 1200 F CFA

DANS CE NUMERO

- Elections européennes: encore le mensonge démocratique
- Pour se défendre contre la crise capitaliste une seule solution: la reprise de la lutte de classe!
- La grippe porcine et le prolétariat
- Iran: pour le prolétariat iranien, il n'y a pas d'autre issue que la lutte sur le terrain de classe dans la perspective de la révolution prolétarienne
- L'Iran en quelques chiffres

Le combat de la CGT pour «libérer» la bourse du travail ... des sans-papiers

En mai de l'année dernière plusieurs centaines de travailleurs africains sans papiers, organisés dans la Coordination des Sans Papiers 75 (CSP75), occupaient des locaux de la Bourse du Travail de Paris. La CSP75 protestait contre le fait que la CGT ne soutenait qu'une partie des travailleurs et elle dénonçait une véritable «collusion» entre ce syndicat et la Préfecture (signature d'un accord entre la CGT, «Droits Devant» et le ministère sur les modalités de la régularisation de certains sans papiers).

A peu près toutes les organisations, partis et syndicats se disant solidaires des sans-papiers, désavouèrent cette action, parfois ouvertement comme la LCR ou LO, parfois en se murant dans le silence comme la CNT, sous le prétexte que la CGT était mobilisée pour soutenir les luttes.

Nous avons écrit alors que la mobilisation, inattendue, de la CGT, avait pour but de s'implanter dans un secteur potentiellement explosif d'où elle était absente, afin de pouvoir y jouer son rôle traditionnel de pompier social. Personne ne pouvait réellement croire que ce syndicat collaborationniste allait s'impliquer à fond pour apporter un soutien aux sans-papiers, ou au moins pour organiser une solidarité effective des travailleurs français avec eux.

Après avoir soutenu ou lancé deux «vagues» de grève et laissé entendre qu'elle préparait en région parisienne une troisième vague, beaucoup plus puissante que les précédents, la CGT décidait le 20 juin 2008 de ne pas lancer cette troisième vague sous prétexte de «se donner du temps pour apprécier ce que fait réellement le gouvernement en termes de régularisation» (1); bien entendu elle n'envisageait pas une seconde d'organiser ou de soutenir des luttes en province. Les défenseurs de la CGT avancent qu'environ 1500 régularisations auraient été obtenues grâce à son action (en fait grâce aux luttes des travailleurs eux-mêmes). Mais il existe des dizaines de milliers de travailleurs sans-papiers qui vivent dans des conditions d'exploitation souvent bestiales et dont la

(Suite en page 3)

Malgré les efforts du collaborationnisme et de ses valets d'extrême gauche Les premiers signes de colère prolétarienne annoncent le retour de la lutte de classe!

Le 6 juillet les syndicats se sont discrètement réunis pour tirer un bilan de qui s'était passé depuis leur dernier appel à manifester (13 juin) et de ce qu'ils avaient obtenu du gouvernement lors de la réunion à l'Élysée des «acteurs sociaux» du premier juillet; ils devaient aussi décider des actions à la rentrée ou au moins convenir d'une date pour en décider. Mais lors de cette rencontre rien n'a été décidé et aucun bilan n'a été rendu public.

ACTION SYNDICALE POUR DÉMOBILISER LES PROLÉTAIRES

Nous pouvons cependant tirer le bilan à la place des syndicats: ces 6 mois de mobilisation syndicale ont été 6 mois offerts au gouvernement aux patrons et à l'État pour réaliser leurs mauvais coups, pour gérer les premiers effets de la crise sans craindre de réaction ouvrière: bref, 6 mois de **démobilisation** des prolétaires! Les grandes organisations syndicales ont utilisé la tactique des «journées d'action nationales» centrées autour de manifestations et de grèves dans certains secteurs à intervalles suffisamment espacés pour gagner du temps et laisser s'épuiser peu à peu les velléités de lutte; le cycle se terminant par la classique manifestation-enterrément du samedi. Cette tactique bien rodée s'appuie sur l'union de tous les syndicats, des plus collaborationnistes aux plus revendicatifs de façon à laisser le minimum de possibilités à d'éventuels mouvements tendant à déborder le cadre rigide de ces pseudo-mobilisations.

Le gouvernement apporte son appui discret à cette unité syndicale selon ce qu'écrit le quotidien pro-gouvernemental «Le Figaro», après que des rumeurs aient circulé sur une rupture de cette unité: «*À l'Élysée, une scission [du front syndical-Ndlr] n'est pas vue d'un bon œil. Unis, les syndicats se canalisent et limitent les débordements. Séparés, c'est la porte ouverte à toutes les surenchères. Un scénario catastrophe que veut à tout prix éviter Nicolas Sarkozy, qui va recevoir début juillet les [dirigeants syndicaux] pour faire un point sur les dispositions sociales prises depuis le début de la crise (...) avant d'annoncer à la rentrée de probables mesures pour éviter que la rentrée de septembre ne soit cette année réellement explosive*» (1).

Un autre facteur important qui explique la solidité jusqu'ici maintenue de cette unité anti-ouvrière est le soutien implicite que lui ont accordé les partis pseudo-révolutionnaires. Comme nous l'avons déjà signalé, ces organisations qui jouissent d'une audience non négligeable auprès de certains tra-

vailleurs et dans certains syndicats (comme Sud), ont soigneusement évité, sinon toute critique, du moins toute manifestation sérieuse d'opposition à ce **front syndical anti-lutte**, appuyant au contraire le maintien de l'unité de ces appareils de collaboration de classes qu'elles présentent comme la condition de la défense des travailleurs. Nous décrivons dans un autre article comment, face à une manifestation de lutte prolétarienne (sans papiers occupant la Bourse du Travail), ces organisations se sont rangées du côté de l'appareil syndical contre les prolétaires.

Cette attitude ne doit rien au hasard ou à un mauvais choix de dirigeants; elle est l'expression de la véritable **nature politique** de ces organisations et partis d'«extrême gauche» qui depuis des années occupent dans l'échiquier politique bourgeois une partie de la place réservée au réformisme, tissant de multiples liens avec les institutions bourgeoises et les forces et partis attachés à la conservation sociale, y compris en recevant de l'État une aide financière sans laquelle leur activité serait compromise. L'extrême gauche dite «anticapitaliste» (elle ne se dit plus révolutionnaire!) est intégrée depuis longtemps de façon irréversible dans le dispositif politique anti-prolétarien où elle joue

(Suite en page 2)

MARS 1919: FONDATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Août 1914: l'éclatement de la guerre mondiale s'accompagne d'une catastrophe sans précédent pour le mouvement d'émancipation du prolétariat, catastrophe sans laquelle les classes dominantes n'auraient pu si facilement jeter des millions d'hommes dans cette gigantesque boucherie: reniant toutes leurs déclarations et tous leurs engagements les plus solennels, les partis socialistes et les organisations ouvrières de la plupart des pays se rallient sans hésiter à la défense de la patrie, adhèrent à «l'union sacrée» avec la bourgeoisie qui implique pour la classe ouvrière de renoncer à défendre ses intérêts de classe et d'aller servir de chair à canon sur les champs de bataille. Au moment décisif, les prolétaires

se retrouvent isolés, sans organisation, face à la toute puissance de la gendarmerie et de la machinerie d'État qui distribue les appels à rejoindre les casernes et qui interdit les grèves. L'Internationale, constituée pour unir les prolétaires de toutes les nations dans leur lutte contre le capitalisme, s'effondre sous les appels des dirigeants socialistes et ouvriers aux prolétaires de s'entre-gorger pour défendre «leur propre» nation, «leur propre» État, «leur propre» capitalisme! L'Internationale, dira sentencieusement le grand pontife social-démocrate Kautsky, est un instrument de temps de paix et non de temps de guerre. Autrement dit, au moment où elle serait le plus nécessaire, elle ne sert à rien...

A peine arrivé en Suisse en provenance de Galicie, Lénine rédigea fin août des «Thèses sur la guerre» qui furent discutées par le groupe bolchevik de Berne, puis envoyées clandestinement en Russie et dans les autres pays où existaient, dans l'émigration, des sections du parti. Après avoir caractérisé la guerre en cours d'impérialiste et flétri la «trahison pure et simple du socialisme» par les chefs des partis socialistes allemand, belge et français, ces thèses affirment à leur point IV que la faillite de la IIe Internationale «a pour cause fondamentale la prédominance au sein de l'Internationale de l'opportunisme petit-bourgeois (...). Les opportunistes avaient préparé de longue date la faillite de la IIe Internationale en répudiant la révolution socialiste pour lui substituer le réformisme bourgeois; en répudiant la lutte des classes et la nécessité de la transformer, le cas échéant, en guerre civile; en prêchant le chauvinisme

bourgeois sous couleur de patriotisme et de défense de la patrie (...); en se bornant, dans la lutte contre le militarisme, à un point de vue sentimental petit-bourgeois, au lieu d'admettre la nécessité de la guerre révolutionnaire des prolétaires de tous les pays contre la bourgeoisie de tous les pays; en faisant un fétiche de la légalité et du parlementarisme bourgeois (...) en oubliant qu'aux époques de crise, les formes illégales d'organisation deviennent indispensables» (1).

Lénine expliquera ailleurs que le courant dit «opportuniste», qui reflète la poussée de l'influence petite-bourgeoise dans le mouvement et dans les organisations ouvrières, a une base matérielle et sociale: les couches dites d'«aristocratie ouvrière» à qui la bourgeoisie concède une situation privilégiée par rapport à la masse prolétarienne afin de les attacher à la préservation de l'ordre établi. Comme mots d'ordre de la période présente,

les thèses de Lénine précisent: «Premièrement, vaste propagande, dans l'armée comme sur le théâtre des opérations, en faveur de la révolution socialiste et de la nécessité de tourner les armes non pas contre ses frères, les esclaves salariés des autres pays, mais contre les gouvernements et les partis réactionnaires et bourgeois de tous les pays. Nécessité absolue d'organiser des cellules et des groupes illégaux dans les armées de toutes les nations afin d'y mener cette propagande dans toutes les langues. Lutte impitoyable contre le chauvinisme et le «patriotisme» des petits bourgeois de tous les pays, sans exception. En appeler absolument, contre les leaders de l'Internationale actuelle qui ont trahi le socialisme, à la conscience révolutionnaire des masses ouvrières sur lesquelles retombe tout le poids de la guerre et qui, dans la plupart des cas,

(Suite en page 6)

Malgré les efforts du collaborationnisme et de ses valets d'extrême gauche Les premiers signes de colère prolétarienne annoncent le retour de la lutte de classe!

(Suite de la page 1)

le rôle spécifique de récupération des éléments combatifs tendant à rompre la paix sociale.

Le fait nouveau des dernières années est que l'affaiblissement irréversible et terminal de ce qui fut le pilier de la contre-révolution, le réformisme de matrice stalinienne, contraint l'extrême-gauche à baisser le masque, à commencer à se dévoiler aux yeux des prolétaires d'avant-garde en abandonnant ses postures «extrémistes» et sa phraséologie «révolutionnaire», pour combler le vide laissé par la disparition progressive du PCF. Si dans un premier temps elle renforce la puissance du front anti-prolétarien, cette évolution signifie que ces courants faussement révolutionnaires et communistes pourront plus difficilement servir de barrage à la réapparition, des organisations et du parti de classe, dont le besoin se fera de plus en plus ressentir à mesure que les crises capitalistes aggraveront l'opposition entre les classes.

MONTÉE EN FLÈCHE DU CHÔMAGE

La véritable explosion du chômage est la forme la plus aiguë de l'attaque capitaliste contre les travailleurs que provoque la crise. Elle frappe d'abord les travailleurs en intérim, en CDD, les jeunes.

Les statistiques officielles du «Pôle emploi», qui portent sur les 5 premiers mois de l'année, signalent une augmentation de 340.000 du nombre de chômeurs; la ministre de l'économie, Christine Lagarde (la même qui assurait qui assurait que la France serait épargnée par la crise économique) a salué le dernier chiffre paru comme une «bonne nouvelle» car en mai il n'y aurait eu «que» 36.400 chômeurs de plus que le mois précédent en France métropolitaine! Dire que lorsque en septembre dernier il avait été annoncé que le nombre de chômeurs supplémentaires sur un mois (août) avait été de l'ordre des 40.000, tout le monde, y compris au gouvernement, avait déclaré que c'était un chiffre catastrophique... Il est vrai qu'on a enregistré en début d'année 100.000 chômeurs de plus que le mois précédent, soit une augmentation sans précédent.

Un peu plus réaliste ou voulant simplement être un peu plus crédible que son impayable ministre, le secrétaire d'Etat à l'emploi Wauquiez, a avoué que les chiffres du chômage seront mauvais au moins jusqu'à la fin de l'année. D'autant plus que le nombre de personnes à la recherche d'un emploi est sans aucun doute bien supérieur aux 2.500.000 chômeurs officiellement recensés pour le premier semestre: si l'on prend en compte les données de toutes les catégories statistiques de l'INSEE, on obtient un chiffre de 3.600.000. Et ce chiffre est très probablement en dessous de la vérité. Quelles que soient les critiques à faire sur ces statistiques qui minorisent toujours les chiffres réels du chômage, les chiffres officiels révèlent une augmentation particulièrement forte du chômage des jeunes: au premier trimestre 2009, il était de 24,2%, chiffre sans précédent depuis le début de la série statistique en 1975 (2). Les jeunes ont de plus en plus de mal à trouver du travail, ils travaillent très souvent en CDD et ils sont donc les premiers à se retrouver au chômage.

L'INSEE ne le dit pas, mais le pourcentage de jeunes chômeurs est bien supérieur dans les quartiers prolétariens, où il atteint parfois les 50%. Il ne faut pas chercher ailleurs l'origine des tensions qui existent dans ces quartiers et qui éclatent régulièrement en émeutes à la suite d'exactions policières ou même de simples incidents. Inquiètes de cette situation, les autorités renforcent la présence et l'agressivité policières (y compris en généralisant de nouvelles armes comme le *flashball* dont a vu récemment les méfaits), multiplient les

lois répressives. Mais cela ne peut que préparer le terrain à de nouvelles explosions, comme gémissent les démocrates...

RÉACTIONS OUVRIÈRES

Les annonces de suppression d'emploi ne cessent de se multiplier au début de cet été, mais, selon la presse, les «experts» s'attendent à ce que le pire arrive à la rentrée notamment avec une explosion de licenciements dans les PME.

Ces licenciements ont donné lieu à des réactions ouvrières à partir de ce printemps, en particulier avec des séquestrations de patrons ou des actions «violentes» qui ont été, dans quelques cas, largement médiatisées. Si les bourgeois se félicitent - et félicitent les syndicats (3) - que le nombre de séquestrations ait été relativement peu nombreux, ces luttes ouvrières, sans doute partielles et limitées à une entreprise, ont un caractère emblématique car elles révèlent l'état d'esprit qui se diffuse chez les travailleurs, leur disponibilité à la lutte, mais aussi les problèmes de cette lutte. Voyons rapidement trois exemples.

Chez **Continental** à Clairoux (Picardie), les 1100 ouvriers avaient en 2007 cédé au chantage patronal à l'emploi: par un référendum organisé par la direction, ils acceptaient l'accord signé par la CFTC de travailler 40 heures tout n'étant payés que 35, pour «sauver leur emploi».

Aussi lorsqu'ils ont appris la décision patronale de fermeture de leur usine, leur colère a éclaté; il y a eu la séquestration de dirigeants, des saccages de locaux de l'entreprise, de la sous-préfecture, etc. La lutte de ces travailleurs a rencontré le soutien des prolétaires de la région, et au delà. En définitive la lutte des «Contis», dirigée par l'intersyndicale, leur a permis, sinon d'empêcher la fermeture de l'usine, du moins d'arracher des indemnités de licenciements de 50.000 Euro, en plus des indemnités légales. Mais il n'y a pas de doute qu'il sera très difficile aux travailleurs de pouvoir retrouver un emploi; dans la même région d'autres fermetures d'usine se profilent (et d'autres luttes sont en cours). De plus des poursuites légales sont engagées contre 7 ouvriers considérés comme des responsables de l'attaque contre la sous-préfecture, dont le responsable de la section CGT. Celui-ci, qui ne cache pas ses liens avec Lutte Ouvrière et qui a été un des animateurs du conflit, s'est plaint de l'absence de Thibault et de Chérèque (dirigeants de la CGT et de la CFDT) lors de la manifestation des ouvriers fin juin à Paris en soutien aux inculpés, mais faut-il s'en étonner, quand le principal souci des directions syndicales est d'éviter au maximum les conflits durs?

A **Freescale** (Toulouse), le 23 avril, l'annonce de la fermeture de l'entreprise dans les trente mois, soit 1100 licenciements, a déclenché des mouvements de grève pendant quelques jours avec piquets devant l'usine (et participation de travailleurs d'autres entreprises en lutte). Lors d'une Assemblée Générale une coordination a été élue à laquelle ne fait partie aucun délégué syndical. La revendication d'une prime de 150.000 Euro est avancée en AG. Des membres de la coordination assistent aux négociations du patronat (une trentaine de travailleurs sont présents) avec l'intersyndicale (d'où FO, le syndicat patronal local, s'est retiré); ils rendent compte ensuite en AG des diverses équipes de ces négociations. Cela permet sans doute de maintenir une certaine pression sur la direction et les syndicats (et cela révèle la méfiance envers ces derniers); mais en réalité la coordination laisse l'intersyndicale décider des actions, se contentant d'être son auxiliaire, voire un exutoire du mécontentement des ouvriers. D'ailleurs la direction a accepté de payer aux travailleurs 2 heures d'AG par semaine (4)...

L'exemple sans doute le plus intéressant est celui de **Caterpillar** (Grenoble). Il s'agit

d'une des grosses entreprises de la ville (2000 ouvriers environ sur deux sites), réputée pour ses salaires élevés et pour le fort esprit d'entreprise qui y régnait. Dans les dernières années la production battait son plein, au point que des centaines d'intérimaires avaient été recrutés. Cependant, touché par la crise économique (bien que ses profits restent encore confortables), Caterpillar a engagé un plan de réduction mondial de ses effectifs. Les périodes de chômage technique se multipliaient, mais l'annonce de 600 à 700 licenciements sur les sites de Grenoble a mis le feu aux poudres.

Cas sans doute unique, avant même que se forme une intersyndicale, un groupe d'ouvriers se constituait en «comité de grève». Pendant toute la durée de la lutte ce comité sera à la pointe du combat pour mobiliser les travailleurs et déjouer les manœuvres de l'intersyndicale pour mettre fin au conflit. Régulièrement suivi par 200 à 300 ouvriers toujours présents lors des AG ou dans les piquets de grève, il arrivera à certains moments décisifs de la lutte à regrouper derrière lui l'ensemble des travailleurs: lors d'appels à la grève avec occupation, lors de la séquestration des dirigeants (faisant l'expérience de «la puissance ouvrière», selon l'expression d'un de ses dirigeants). Quand les délégués syndicaux, qui rentraient à Grenoble après avoir conclu au ministère du Travail à Paris un protocole de fin du conflit, le «comité de grève» mobilisa les ouvriers pour les empêcher physiquement d'aller signer à la Direction départementale du travail et dans une AG improvisée interrompit les explications embarrassées du responsable CGT en dénonçant les traîtres et les vendus et en lançant un appel vibrant à poursuivre la lutte.

Si la presse d'extrême gauche a fait le silence complet sur l'existence et l'action du comité, les médias bourgeois, eux, ont dénoncé haineusement l'action «minoritaire» d'une vingtaine de «gros bras» faisant régner «un climat de terreur»: «N'ayant rien à perdre parce que proches de la retraite ou trop récemment embauchés, ils ont pour seule stratégie l'augmentation de la «prime à la valise». *Issus pour la plupart des programmes d'intégration sociale, récemment sortis de prison pour certains, ils ont piloté le conflit à leur manière, dans la surenchère permanente*» (5)!

En fait il est significatif que les éléments dirigeants du comité (où n'était présent aucun militant d'extrême gauche) étaient des ouvriers anciens, sachant pertinemment qu'ils ne retrouveraient jamais du travail, et ayant déjà une expérience des luttes et du rôle des organisations syndicales.

Sans pouvoir trouver la solidarité effective des prolétaires des autres entreprises de l'agglomération en raison de l'étroit cordon sanitaire du collaborationnisme syndical et politique, la lutte courageuse des «Caters» n'a pu réussir à faire fléchir une direction de combat; outre les «départs volontaires» plus de 400 licenciements secs ont été prononcés. De plus, la direction fait planer la menace de plus de cent licenciements supplémentaires pour faire passer une aggravation des conditions de travail pour les ouvriers qui restent.

VERS LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE

Ces trois conflits, pris parmi beaucoup d'autres (nous n'avons pas parlé des menaces de faire sauter des installations qui sont dernièrement apparues dans certains conflits), montrent la combativité dont sont capables les prolétaires; ils montrent le besoin objectif de la lutte d'ensemble des travailleurs, dépassant le cadre d'une seule usine ou d'un seul groupe industriel. Ils témoignent aussi des obstacles pour aller dans cette direction, des difficultés pour qu'une avant-garde de travailleurs rompe avec les actions et les méthodes défaitistes du collaborationnisme, essaye de prendre en main la lutte et d'entraî-

ner le reste des prolétaires; c'est-à-dire des difficultés à retrouver la voie de la lutte de classe authentique, à reprendre les méthodes et les moyens classistes qui ont été autrefois ceux du prolétariat.

Mais les signes de la colère prolétarienne deviennent cependant de plus en plus évidents. Cette colère commence ici et là à battre en brèche la résignation et le sentiment d'impuissance inculqués par les bourgeois et leurs valets; elle débouchera inévitablement sur des explosions de lutte plus violentes et plus difficiles à contrôler par les partis et syndicats défenseurs de la paix sociale. Le **retour** à la lutte générale unifiant les combats des jeunes prolétaires des banlieues et ceux des prolétaires d'usine, des chômeurs aux travailleurs «bénéficiant» d'un emploi, des sans-papiers aux travailleurs en règle, le retour à la **lutte de classe** pour la défense des intérêts prolétariens immédiats avant de passer à l'offensive contre le capitalisme, cessera d'être une perspective abstraite et lointaine pour commencer à devenir une **orientation pratique** lorsque la recrudescence des attaques capitalistes contraindra des groupes toujours plus nombreux de prolétaires à s'organiser directement, par dessus toutes les barrières d'entreprise et de corporation, par dessus tous les localismes, pour se défendre et riposter dans la guerre sociale incessante dans la société bourgeoise.

18/7/2009

(1) cf «Le Figaro», 15/6/09

(2) Dans les années 75, le taux de chômage des jeunes était de l'ordre de 6%. Il n'a cessé d'augmenter depuis cette date pour atteindre un sommet de 20% au milieu des années 90. Il était redescendu en dessous de 14% en 2000, avant de reprendre sa hausse qui s'est brutalement accélérée au début de cette année, puisqu'on était «seulement» à 20% au dernier trimestre 2008. Cf INSEE, chômage en métropole au sens du BIT, série longue.

(3) Selon Martin Richer, directeur d'une société de conseil spécialisée en plans sociaux (!): «*Contrairement à ce qu'on entend, les syndicats sont très responsables. J'ai recensé seulement 22 séquestrations, un épiphénomène*». Cf «Libération», 14/7/09.

(4) D'après «Convergence révolutionnaire», organe de l'ex-«fraction» de LO passée au NPA, 3/7/09 Cf: www.convergencesrevolutionnaires.org/spip.php?article1940

(5) cf «Les Echos», 26/5/09. L'émission radio de Mermet «La bas si j'y suis» sur France Inter, a diffusé un reportage sur Caterpillar. En dépit des déclarations de l'animateur pour défendre les syndicats et minimiser ce qui se disait, on pouvait constater les réactions très violentes des membres du comité envers les délégués syndicaux: «*aujourd'hui, on t'écrase!*» et la virulence de leurs interventions: «*aux armes!*», etc.

Le NPA est tout fier d'annoncer qu'aux «États généraux du chômage et de la précarité», triste initiative réformiste qu'il impulsait avec d'autres, des organisations syndicales d'entreprise en lutte étaient présentes, en la personne de délégués de la CGT et de la CFDT de Caterpillar: les mêmes sections syndicales qui ont tout fait pour saboter la lutte...

Suplemento N° 8 de Abril de 2009

- VENEZUELA -
al N. 48 de

«el programa comunista»

En este suplemento:

- Nacionalización de Sidor y «control obrero»
- ¡La anarquía del transporte, la construcción y la basura en Caracas, es la anarquía propia de la producción capitalista!
- La enmienda constitucional. La abstención en este referéndum ha sido el gran enemigo para chavistas y antichavistas

Precio: Europa: 1 €. América del Norte: US \$ 1. América Latina: US \$ 0,5

Le combat de la CGT pour «libérer» la bourse du travail ... des sans-papiers

(Suite de la page 1)

CGT ne songe pas le moins du monde à organiser et soutenir la lutte!

En effet, après d'être donnée tout le temps nécessaire, non pour apprécier la politique du gouvernement, mais pour que retombent les mobilisations sociales qui auraient risqué de gêner son action, la CGT a décidé... de mettre fin à l'occupation de la Bourse. Le 24 juin un commando masqué du SO de l'Union Départementale, assisté par la police et après entente avec les services de la Ville de Paris, a expulsé manu militari les 180 travailleurs et leurs familles encore présents dans les locaux syndicaux. Les travailleurs, les femmes et les enfants ont été aspergés de gaz lacrymogènes, ont reçu des coups de manches de pioche.

Le lendemain un communiqué triomphant des dirigeants CGT se vantait de la «libération de la Bourse du Travail» (2)! Selon ce communiqué, celle-ci est «un bien commun, c'est un outil à la disposition des salariés parisiens et de leurs syndicats» et l'occupation - la «prise en otage» selon la CGT - empêchait depuis 14 mois les travailleurs de se défendre et d'organiser leurs luttes. Comme si c'était cette occupation, et non le sabotage des directions syndicales qui expliquait l'échec des travailleurs à sa défendre contre les attaques patronales et gouvernementales!

Il y a bien longtemps que la Bourse du Travail n'est plus «l'outil» des prolétaires en lutte, mais la propriété de la bonzerie collaborationniste. D'ailleurs, les locaux libérés ont été fermés par la municipalité (qui aurait des visées sur eux), sans que jusqu'ici la CGT ne proteste; quant aux sans-papiers expulsés de la bourse, ils campent depuis sur les trottoirs dans des conditions précaires; la préfecture a fait des promesses de régularisation en contrepartie de la levée du camp improvisé, mais tant qu'il n'y aura rien de tangible, les travailleurs qui savent ce qu'il faut penser des promesses, resteront sur place.

Si personne ne s'étonnera que l'expulsion violente des prolétaires sans-papiers de la CSP 75 ait été saluée par la CFDT, des naïfs pourraient être surpris qu'elle n'ait pas reçu une condamnation générale de la plupart des autres organisations «ouvrières», de «soutien» ou «révolutionnaires» (3): beaucoup n'ont en effet critiqué que la **forme brutale prise de l'expulsion**.

Par exemple Solidaires Paris (syndicats SUD et autres) qui fait partie du conseil d'administration de la Bourse a condamné - en termes mesurés - l'expulsion mais seulement après avoir souligné son désaccord avec l'occupation; il en est de même pour «Droit au Logement». «Unis Contre une Immigration Jetable» (UCIJ) a refusé de prendre position sur les modalités de l'expulsion et a réaffirmé sa solidarité avec la CGT; elle rappelle qu'elle avait rédigé avec une dirigeante de la GISTI (Groupe d'Information et Soutien aux Travailleurs Immigrés) un texte destiné à être signé par toutes les principales organisations de soutien pour pousser la CSP 75 à mettre fin à son occupation. Finalement ce texte n'a pas été publié devant le refus de la GISTI et du RESF (Réseau Education Sans Frontières) de l'endosser (4). Mais ces deux organisations ont soigneusement évité toute critique de la CGT et tout soutien aux travailleurs expulsés de la Bourse, préférant garder un silence prudent sur la question: soutenir les travailleurs sans-papiers, oui, mais à condition de ne pas s'opposer au collaborationnisme...

A l'«extrême gauche», le NPA a jugé dans un communiqué «pas acceptable» «l'évacuation» (sic!) des sans-papiers «de surcroît avec des méthodes brutales», tout en rappelant son opposition à l'occupation «qui entravait le fonctionnement du mouvement syndical» (5). Il concluait en appelant à l'«unité» de l'ensemble des organisations, c'est-à-dire à l'unité entre expulseurs et expulsés, entre bonzes et prolétaires...

Mais dans cette foire aux faux amis des travailleurs, c'est «Lutte Ouvrière» qui décroche le pompon.

Sur les colonnes de son journal, elle s'en est pris à ceux qui osent manifester quelques critiques envers la politique de la CGT et «son intervention pour récupérer ses locaux sans intervention de la police» (sic!) en citant le communiqué ci-dessus du NPA, une condamnation émise par la CNT du Doubs (?) et les protestations des Verts parisiens; elle reproche même à la CSP 75 de reprendre ces «calomnies» sur les brutalités de la CGT. «Ces insultes sont inacceptables alors que des centaines de militants de la CGT ont souvent été en première ligne pour défendre le droit des travailleurs immigrés avec ou sans-papiers, et que leur confédération, il faut le reconnaître, a assumé la responsabilité de grèves pour leur régularisation» (6).

De façon bien stalinienne, les «trotskystes» de LO insinuent que l'occupation faisait l'affaire de Hortefeux et de son successeur Besson «évidemment pas du tout mécontents de contribuer à détériorer les relations entre les syndicats et des sans-papiers» et que «Le Figaro» s'est indigné de cette évacuation sans ménagement, alors qu'il n'écrit pas une ligne sur les expulsions manu militari de dizaines de milliers de sans-papiers par le gouvernement; en réalité «Le Figaro» ne s'est pas indigné, mais a fait malicieusement remarquer la contradiction entre la défense affichée par la CGT des sans-papiers et son action.

Comme le NPA, LO reprend aussi les accusations de la CGT selon laquelle l'occupation gênait l'activité syndicale et la lutte des sans papiers: «L'occupation de la Bourse du Travail, qui empêchait l'utilisation normale de ses salles de réunion, était une impasse allant à l'encontre de l'intérêt et de la lutte des sans-papiers et a considérablement affaibli l'engagement des soutiens sur Paris».

Cette prise de position abjecte de LO est d'autant plus significative qu'il est très rare qu'elle critique d'autres groupes dans son journal; son désir d'affirmer publiquement son soutien aux expulseurs de la direction de la CGT parisienne, y compris en accumulant les contrevérités les plus flagrantes, l'a emporté sur son hypocrite réserve habituelle (7).

ILS FONT LA GUERRE AUX SANS-PAPIERS!

Laissons les travailleurs de la CSP 75 répondre, dans leur communiqué du 6 juillet qui est un appel aux travailleurs français à les soutenir « (...) La direction de la CGT, comme l'Etat à chaque fois qu'il expulse, invoque son «humanisme» et l'intérêt des victimes de ses exactions. La réalité des faits leur importe peu: 23 blessés, gazés, matraqués, parmi lesquels 5 femmes et 1 enfant, et des centaines de sans-papiers à la rue, condamnés à camper sur le trottoir pour continuer à lutter. Pourquoi un tel déchaînement de violence à l'encontre de ceux qui sont les plus exploités, les plus précaires, les plus harcelés par la police, qui risquent à tout moment de se faire rafler et expulser?»

Les directions syndicales qui ont toujours eu pour habitude de considérer leurs affiliés comme des moutons devant suivre aveuglément les décisions prises autoritairement en haut lieu ne pouvaient que voir d'un mauvais oeil la présence au sein même de la bourse des centaines de travailleurs essayant de développer un fonctionnement horizontal où la base a le dernier mot. Elles savent parfaitement combien ce «mauvais» exemple représente une menace contre leur petit pouvoir de bureaucrates englués dans la cogestion de l'exploitation avec le patronat et l'Etat.

Elles tentent encore de justifier leurs exactions par le fait qu'il aurait fallu récupérer la bourse pour la rendre aux syndi-

cats. Mais les bourses du travail n'ont-elles pas dès leur origine été créées pour accueillir tous les travailleurs sans distinction, et en premier lieu les plus exploités? Et ce n'est pas parce que les directions syndicales promptes à institutionnaliser les luttes ont fini par s'accaparer ces lieux, héritages des combats ouvriers, qu'elles doivent se considérer comme en étant les propriétaires (...). Cette expulsion musclée de sans-papiers fait suite à celles effectuées par la CGT en 2007 au 3, rue château d'eau.

Par l'absence de condamnation claire, nette et franche de la part des directions syndicales et des organisations politiques, elle a au moins le mérite de nous montrer que nous ne devons compter que sur nous-mêmes, c'est-à-dire sur la solidarité entre tous ceux qui ont à subir l'exploitation, qu'ils soient travailleurs ou chômeurs, sans-papiers ou avec papiers, français ou immigrés, jeunes ou moins jeunes, hommes ou femmes. Pour avancer dans la lutte, il nous faudra en finir avec toute forme de division, de séparation qui nous empêche de créer un rapport de force permettant d'inverser l'ordre des choses» (8).

Les réactions des différentes organisations, partis et syndicats sont effectivement un enseignement précieux; la CSP 75 elle-même avoue qu'elle était venue chercher un appui auprès de l'intersyndicale en s'installant dans des locaux de la bourse; les faits lui ont montré de quel côté se trouvent ces syndicats: «Ils font la guerre aux sans-papiers!» a-t-elle déclaré (9).

Mais il faut voir plus loin; si les bonzes de l'UD CGT sont finalement passés à l'attaque contre les occupants de la Bourse, ce n'est pas fondamentalement pour défendre «leur petit pouvoir de bureaucrates» ou un mode de fonctionnement «autoritaire»; c'est parce qu'elle est irréductiblement liée à la **collaboration entre les classes**, aux négociations entre «partenaires sociaux», que cette organisation est viscéralement hostile à tout ce qui relève de la lutte de classe; il en va d'ailleurs de même pour les autres appareils syndicaux qui ont manifesté leur hostilité à l'occupation: ils ont laissé la CGT faire le sale boulot, ce qui ne les empêche pas de jouer maintenant les indignés.

Les travailleurs ne sont pas les **partenaires** des patrons et de l'Etat bourgeois, mais leurs **adversaires de classe**; entre prolétaires et capitalistes se mène une guerre de classes, tantôt feutrée et «pacifique», tantôt ouverte et sanglante, et qui ne se terminera qu'avec le renversement du capitalisme. C'est parce qu'ils entendent défendre le capitalisme que les partis et syndicats collaborationnistes se trouvent dans le camp ennemi: **ils font la guerre aux prolétaires!**

Alors qu'ils tapent sur quelques dizaines de sans-papiers, les appareils syndicaux manoeuvrent pour livrer des millions de prolétaires sans défense aux coups de la classe capitaliste; dans les deux cas ils accomplissent la même sale besogne anti-ouvrière, et ils sont aidés par les mêmes faux amis des travailleurs. Les prolétaires en tireront tôt ou tard la conclusion qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, que sur leur propre lutte, leur propre organisation, pour se défendre.

Quelles que soient les difficultés actuelles et à venir, en dépit des mauvais coups et des pièges tendus, les travailleurs africains sans-papiers donnent déjà à leurs frères de classe de toutes les couleurs et de toutes les nationalités, une leçon de courage, de détermination, d'organisation qui ne doit pas être perdue.

Solidarité avec les expulsés de la Bourse du Travail! Régularisation immédiate de tous les sans-papiers! Libération de tous les sans-papiers emprisonnés, Fermeture des centres de rétention! Travailleurs français, étrangers, tous unis contre le contrôle de l'immigration et les divisions de toutes sortes!

13/7/09

(1) Compte-rendu de la réunion des UD CGT de la région parisienne du 20/6/08: <http://toulouse.indymedia.org/spip.php?article29105>

(2) <http://bellaciao.org/fr/spip.php?arti->

cle88092. La CGT reconnaît qu'elle avait choisi le jour de la manifestation des sans-papiers pour intervenir, espérant sans aucun doute ne trouver que des femmes et des enfants sans défense en face de ses nervis. Mais la résistance de la trentaine de présents a failli faire tout capoter.

(3) Il faut reconnaître que certaines organisations ont condamné sans hésitation cette expulsion, comme Sud-Education, quelques sections syndicales CGT, etc. A titre d'exemple, la section CGT de Saint Gobain Aubervilliers déclare dans un communiqué du 26/6 qu'elle «condamne explicitement et sans aucune réserve cette évacuation. Si au lieu de négocier avec Hortefeux les critères scandaleux d'une immigration adaptée aux besoins du capitalisme, la confédération avait élargi le mouvement à tous les sans-papiers - les plus précaires des travailleurs -, si le mouvement avait pris l'ampleur des espoirs qu'il soulevait, si l'élargissement indispensable et possible n'avait pas été purement et simplement enterré par choix délibéré de la Confédération, nous n'en serions pas arrivés là».

(4) Communiqué d'Emmanuel Terray (le principal responsable de cette organisation) du 30/6/09: www.rougemidi.org/spip.php?article3915

(5) www.npa2009.org/content/communique-du-npa-unite-pour-la-regularisation-de-tous-les-sans-papiers.

(6) cf «Certains oublient que les adversaires sont Besson et Sarkozy», «Lutte Ouvrière» n°2135 (3/7/09).

(7) Selon «Libération» du 13/7/09, le RESF avait voulu organiser des réunions de médiation entre la CSP75 et la CGT. LO, le PCF et ATTAC se seraient retirés de ces réunions à la suite du refus de la CSP 75 de se «réconcilier» avec la CGT: demander aux prolétaires agressés de se «réconcilier» avec leurs agresseurs, il faut l'oser

(8) nantes.indymedia.org/article/17729?print_page=true

(9) Communiqué de la CSP 75, le 26/6: <http://parisseveille.info/ils-font-la-guerre-aux-sans-papiers,1913.html>

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

(Brochure A5, 60 pages, février 2009, Prix: 2 €, 4 FS)

Table des matières

- Introduction
- Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti («le prolétaire», N° 491, Nov.-Déc. 2008 / janvier 2009)
- La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre (*Rapport à la réunion générale du parti - 1972*)
- La situation en Allemagne et le mouvement communiste («Il Soviet», N° 18, 11 juillet 1920. Traduction dans «programme communiste», N° 58, avril 1973)
- Annexe: Berlin 5 janvier 1919

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre



32

Elections européennes: Encore le mensonge démocratique!

Les élections européennes ont battu un record d'abstention: près de 60%. Sans doute cet abstentionnisme n'est-il pas encore l'abstentionnisme révolutionnaire des communistes qui se fonde sur la critique de la démocratie bourgeoise et la lutte contre les institutions politiques de société bourgeoise. Plus simplement, tout étant encore sous l'influence de l'idéologie démocratique, beaucoup d'électeurs ont parfaitement compris l'inutilité du parlement européen, en dépit des efforts laborieux des candidats pour essayer de les convaincre du contraire; ils savent que ce n'est pas dans les travées du parlement européen que se trouve le centre du pouvoir politique du capitalisme allemand, français, italien, etc., mais à l'intérieur de ces pays, quand bien même ils ne croient pas que ce soient les cercles capitalistes les plus puissants qui président aux orientations politiques et sociales et qui commandent aux rouages des appareils d'Etat des divers pays.

Une analyse rapide de ces élections montre le caractère de classe, sans doute très

Proletaires !

La crise économique qui frappe le niveau de vie de millions de travailleurs d'Europe et d'ailleurs, démontre crûment la réalité du conflit entre les conditions de vie et de travail des prolétaires et les privilèges des classes bourgeoises.

Proletaires, l'actualité est faite d'expulsion de la production, de licenciements, de chômage chronique, de misère; elle est faite de précarité et de difficulté croissante de la vie quotidienne, d'intensification de l'exploitation du travail salarié – quand il y a du travail. L'avenir que prépare le capitalisme est fait de d'aggravation de toutes les conditions, y compris élémentaires de vie et de travail, d'une profonde et durable insécurité. Pour réaliser et accroître les profits capitalistes, les bourgeois n'ont aucun scrupule à jeter dans la faim et la misère des millions de travailleurs.

Proletaires !

Ce n'est que de votre exploitation jour après jour, heure après heure, quel que soit le régime politique, que le capitalisme tire sa force vitale; ce n'est que par l'extorsion systématique de la plus-value à partir du travail salarié que les capitalistes s'assurent les bénéfices et les privilèges d'un système social où la survie de tout être humain dépend de la bonne marche des profits: sans l'exploitation du travail salarié, il n'y aurait pas de profit capitaliste.

Les intérêts économiques, sociaux et politiques des classes bourgeoises sont en fait complètement opposés aux intérêts économiques, sociaux et politiques des prolétaires. Mais l'expérience de gouvernement des classes bourgeoises au pouvoir en Europe depuis 150 ans leur a appris que le meilleur moyen de maintenir leur domination sur la société est l'utilisation de la démocratie, c'est-à-dire du mensonge le plus raffiné et le plus pernicieux...

Démocratie signifierait « pouvoir du peuple »; mais depuis que les révolutions bourgeoises ont achevé leur tâche historique de briser les chaînes du féodalisme et de l'absolutisme qui bloquaient le progrès de toute la société, le « peuple » ne peut plus avoir de réalité: d'un côté ce sont les fractions bourgeoises les plus fortes qui sont arrivées au pouvoir et dirigent la société; de l'autre, une classe particulière est apparue, opposée à cette organisation sociale dont elle est la victime, basée sur la marchandise, le capital, l'argent, la propriété privée, l'appropriation privée de la richesse sociale: la classe des sans-réserve, la classe prolétarienne.

La bourgeoisie utilise en politique les mêmes armes qu'en économie: derrière la fiction de l'égalité, la fraude, le mensonge, le racket, le recours à la force politique et militaire pour faire valoir ses intérêts. Il n'existe pas de démocratie bourgeoise sans police et sans utilisation de la force par l'Etat; il n'existe pas de démocratie sans exploitation de la plus grande partie de la population au profit d'une minorité, il n'existe pas de démocratie sans défense du profit et de la propriété privée.

La démocratie bourgeoise répand les illusions d'égalité de tous les citoyens, d'intérêts communs à tous, de libertés individuelles, pour cacher la réalité de l'inégalité sociale fondamentale, de l'opposition d'intérêts entre classes, de négation systématique en pratique des « droits » proclamés par toutes constitutions républicaines: droit à la vie, droit au travail, droit à choisir sa vie... En réalité aucun « droit » n'a jamais été conquis pacifiquement par la bourgeoisie elle-même quand elle luttait contre le féodalisme; aucun « droit » n'a jamais été conquis par les prolétaires dans la société bourgeoise sans luttes acharnées!

Proletaires!

Pour la énième fois, les classes dominantes vous poussent à « exprimer » par un acte mécanique, incontrôlable et impuissant le « choix » de « représentants nationaux » qui, selon eux, vont contribuer à la construction d'une « maison commune » appelée l'Europe où tous les habitants seraient sur un pied d'égalité. Rien de plus faux! La démocratie bourgeoise a démontré qu'elle ne pouvait résoudre la question fondamentale pour tout être humain, celle d'une vie digne, harmonieuse et solidaire. Des millions de prolétaires en France, en Allemagne, en Espagne, en Italie en Pologne et dans tous les pays de la dite Union Européenne – et du monde – sont contraints à une vie toujours plus difficile, toujours plus incertaine, épuisés par le travail quand ils en ont un, ou par sa recherche.

La crise capitaliste actuelle souligne encore plus les tendances de fond dans tous les pays capitalistes: la prévalence des intérêts nationaux, la défense d'un réseau d'intérêts économiques et politiques dont le pivot est l'Etat national.

On l'a vu lors de la faillite des banques américaines, anglaises, hollandaises, etc., et lors du sauvetage encore en cours des systèmes bancaires et financiers nationaux par chaque Etat. On le voit avec les grandes opérations de concentration capitaliste comme dans le secteur automobile où américains, chinois, russes, italiens, etc., se disputent la suprématie sur le marché mondial.

On le voit surtout au niveau des produits nationaux: en même temps que baissent les P.I.B. nationaux et avec eux les taux de profit moyens, les « amortisseurs sociaux » tendent eux aussi à se réduire. Après la deuxième guerre mondiale les pays impérialistes « démocratiques » reprisent l'utilisation des amortisseurs sociaux institués par les pays impérialistes fascistes pour obtenir une adhésion des masses au moyen d'un interclassisme forcé. Les bourgeoisies « démocratiques », à la recherche elles aussi d'un soutien à long terme des masses prolétariennes développèrent en grand tout un réseau de ces « amortisseurs sociaux ».

La méthode fasciste a été efficace pendant vingt ans en Italie, la méthode démocratique connaît le succès depuis plus de soixante ans, grâce tout particulièrement à la contribution décisive du réformisme national-communiste! Dans les deux cas le but social et politique est le même: l'interclassisme, la collaboration entre les classes, pour faire croire

confus mais indéniable, de cet abstentionnisme; celui-ci est ultra-dominant parmi les ouvriers tels que définis par la sociologie bourgeoise (de 69% à 77% selon les instituts), les chômeurs (79%), les non-diplômés (63%) et parmi les jeunes en général (72%). Il est au contraire le plus faible parmi les cadres (52%) et les diplômés de l'enseignement supérieur (55%), catégories bourgeoises s'il en est. Ceci est confirmé par une analyse géographique qui montre que l'abstention est la plus forte dans les quartiers les plus prolétariens. Les classes moyennes, qui croient dur comme fer à la démocratie, se sont plus mobilisées: ce sont elles qui ont assuré la poussée des écologistes en abandonnant en masse leur parti « naturel » le PS, et la victoire de la droite. Un autre enseignement est que les partis d'extrême gauche ont été les plus victimes de l'abstention, alors que les électeurs du PC, se recrutant parmi l'aristocratie ouvrière et certaines couches petites-bourgeoises, sont ceux qui se sont le plus rendus aux urnes: 60 à 70% des électeurs de Besancenot aux présidentielles se sont abstenus, alors que ce n'est le cas que de 30% de ceux de MG Buffet. Cette faiblesse du contrôle de l'extrême gauche sur son électoral est le reflet de la faiblesse de son implantation sur le terrain, encore bien inférieure à celle du PCF. Ce qui signifie que cette « extrême-gauche » est encore loin d'être devenue pour la bourgeoisie une alternative réformiste de rechange crédible, c'est-à-dire suffisamment puissante pour barrer ou détourner les poussées de lutte prolétariennes.

Nous publions ci-dessous le tract que nous avons diffusé en 4 langues (anglais, espagnol, français et italien) à l'occasion de ces élections européennes pour dénoncer le mensonge démocratique et appeler à la lutte de classe.

que dans la société moderne patrons et ouvriers, gouvernants et gouvernés, exploités et exploités ont les mêmes intérêts fondamentaux, les mêmes objectifs et les mêmes méthodes pour faire valoir leur points de vue.

Cette alliance contre nature entre patrons et ouvriers renforce les groupes capitalistes les plus forts et marginalise les plus faibles, les précipitant dans une nouvelle forme de colonialisme impérialiste. A la soumission des travailleurs à la bourgeoisie s'ajoute la servilité de la petite-bourgeoisie qui trouve une place répugnante dans la gestion interclassiste du pouvoir bourgeois en noyant sous ses superstitions démocratiques les tentatives prolétariennes de rompre avec cette alliance mortelle.

L'expansion capitaliste et la généralisation du collaborationnisme interclassiste n'ont absolument pas atténué les contradictions sociales du mode de production capitaliste; c'est ce que démontrent non seulement les crises qui se sont succédées depuis la fin de la guerre mondiale, mais l'accroissement de ce phénomène typique du capitalisme: l'accumulation de la richesse entre les mains d'une petite minorité bourgeoise et l'accumulation de la misère parmi la majorité prolétarienne; aucune constitution démocratique, aucune méthode de collaboration des classes ne pourront jamais empêcher les conséquences inévitables du capitalisme qui va de crises en crises dans une spirale toujours plus catastrophique.

Proletaires !

L'Europe pour laquelle vous êtes appelés à voter est l'Europe des capitalistes, des colonialistes d'hier qui continuent à exploiter les masses de leurs anciennes colonies; l'Europe des Etats bourgeois qui parlent de paix tout en faisant la guerre loin de leurs capitales en se préparant de longue main à répondre à des crises encore plus graves et des contrastes interimpérialistes encore plus aigus par une troisième guerre mondiale.

C'est dans les périodes de paix que l'impérialisme prépare les conditions politiques de la guerre; c'est dans les périodes de démocratie que les classes dominantes préparent les prolétaires à accepter des sacrifices bien plus durs que ceux connus depuis des années: la misère, la faim, le travail exténuant, les migrations les plus désespérées.

Proletaires !

Vous ne devez pas laisser votre avenir entre les mains sanglantes des classes bourgeoises, responsables des morts qui tombent aujourd'hui dans les guerres de rapine en Afrique, au Moyen-Orient, en Afghanistan comme de ceux qui sont tombés hier dans les Balkans, au Liban, en Irak et dans les guerres coloniales. La réalité bourgeoise ce n'est pas seulement les amortisseurs sociaux pour quelques uns et de bons salaires pour d'autres; c'est le surmenage, les morts au travail, les salaires de misère, la précarité et la servitude pour des masses toujours plus grandes de prolétaires. L'Europe qui pour les millions de candidats à l'émigration

apparaît comme un espoir révèle toujours plus clairement qu'elle n'est pour les immigrés qu'un camp de travail forcé et le champ libre aux exactions policières. Les bourgeois eux-mêmes ne le cachant pas pour faire planer la menace de telles conditions sur la tête de tous les travailleurs!

Proletaires !

L'avenir peut être complètement différent de ce qu'offre le capitalisme et la bourgeoisie, mais à condition de lutter réellement. On ne peut lutter avec le bulletin de vote parce que les élections ne servent qu'à alimenter l'illusion démocratique et la collaboration des classes qui est une des causes déterminantes de la paralysie du prolétariat.

Pour qu'elle soit efficace, pour qu'elle ouvre la voie à un avenir différent pour toute l'humanité, la lutte ouvrière doit être une lutte de classe: elle doit s'appuyer clairement et consciemment sur la réalité matérielle de l'antagonisme qui existe entre les classes dans la société bourgeoise. Les prolétaires constituent la majorité de la population, mais leur nombre n'a aucun poids s'il ne se manifeste pas dans la lutte collective ouverte, dans la lutte de classe! Rompre avec la collaboration entre les classes, rompre avec la paix sociale, avec les méthodes qui font dépendre la lutte de la « croissance économique » (qui signifie croissance du capitalisme), des intérêts de l'économie nationale, régionale ou de l'entreprise, des « plans anti-crise » établis par les institutions bourgeoises, c'est-à-dire de la sujétion complète aux intérêts capitaliste.

Les élections consistent uniquement à choisir les politiciens qui, chacun à leur façon et y compris au parlement européen, vont continuer la politique démocratique de collaboration entre les classes ce qui ne peut signifier que la défense des intérêts de la classe dominante et de son système au détriment des intérêts des travailleurs: il ne peut pas plus exister une « Europe des travailleurs » ou « des citoyens », animée d'un esprit de justice et d'égalité, une Europe au dessus des classes et des Etats, qu'il ne peut exister d'Etat bourgeois démocratiquement au service des masses exploitées.

Non au bulletin de vote! Non au mensonge démocratique!

Oui à la lutte de classe pour la réorganisation de classe sur le terrain de la défense immédiate des conditions de vie et de travail!

Contre toute collaboration des classes, contre toute concurrence entre prolétaires! Contre l'Europe de l'exploitation capitaliste, la lutte de classe internationale! Pour l'unification des luttes des prolétaires autochtones et immigrés!

Pour que les prolétaires prennent en main leur destinée en luttant pour leur émancipation du travail salarié et du capitalisme!

Pour la reconstitution des organisations de défense économiques fondées sur les seuls intérêts de classe du prolétariat!

Pour le parti de classe prolétarien, internationaliste et international!

Proletaires de tous les pays, unissez-vous!

Tract du premier mai 2009

Pour se défendre contre la crise capitaliste, une seule solution: La reprise de la lutte de classe !

PROLÉTAIRES!

La crise capitaliste qui s'est abattue sur la société a déjà et aura pour longtemps des conséquences désastreuses pour les conditions de vie des masses, comme chaque travailleur peut se rendre compte dans sa vie quotidienne ou à son travail. Les économistes bourgeois eux-mêmes l'admettent: ils ne savent pas quelles sont les causes de la crise - se contentant d'accuser la cupidité des banquiers ou l'excessive dérégulation financière - et ils ne savent pas quand elle va se terminer et laisser la place à la tant espérée «reprise économique».

La crise actuelle est en fait la crise du mode de production capitaliste; incapable de s'arrêter, contraint de produire toujours plus de marchandises, à un certain moment celui-ci se heurte aux limites du marché. Comme l'explique Marx, le capitalisme produit trop, non par rapport aux besoins de l'humanité, mais par rapport aux besoins solvables. Lorsque les marchandises déversées sur le marché - que ce soit des logements ou des automobiles - ne peuvent plus y être vendues au prix assurant le profit nécessaire à la poursuite du cycle économique, le système productif entre en crise: les capitaux se volatilisent, les entreprises ferment, les ouvriers sont jetés à la rue.

De même qu'il produit trop de marchandises par rapport au marché existant, le mode de production capitaliste produit trop de travailleurs pour pouvoir les employer de façon rentable; pour le capitalisme les travailleurs sont une marchandise comme les autres, soumise elle aussi aux lois du marché: la surproduction de marchandises est inséparable de la surproduction de travailleurs!

Dans la société capitaliste, c'est la classe bourgeoise qui est propriétaire des moyens de production et des produits, tandis que les non-possédants, les sans-réserve - les prolétaires - sont obligés de se soumettre aux lois esclavagistes du travail salarié pour vivre. Si, pendant la période de croissance économique, les bourgeois ont pu concéder aux travailleurs des pays les plus riches un certain nombre d'«avantages sociaux», il ne s'agit que de miettes de l'exploitation, destinées à faciliter leur soumission au capitalisme et à son Etat.

En dernière analyse la domination de la classe bourgeoise et du mode de production capitaliste s'appuie sur la violence organisée de corps particuliers (police, armée) et d'institutions répressives diverses; mais sans le rôle anesthésiant du système politique démocratique - dont la base matérielle est constituée par ces toujours plus maigres avantages sociaux -, qui fait croire au prolétaire que son vote à le même poids que celui d'un patron et que tous deux, en tant que «citoyens», ont les mêmes intérêts, jamais la domination de la petite classe d'exploiteurs bourgeois n'aurait pu se maintenir.

En période de crise, les patrons individuels comme le capitalisme en général ne

connaissent d'autre moyen pour sauver les profits qui sont le moteur de ce mode de production, que l'intensification de l'exploitation des travailleurs. Les capitalistes demandent alors d'accepter des sacrifices sur le salaire, sur l'emploi, sur les retraites, sur tous ces «avantages», au nom d'un prétendu «intérêt national».

PROLÉTAIRES!

Il n'existe pas d'intérêt commun entre exploités et exploités, entre bourgeois et prolétaires. Dans tous les pays, les capitalistes extorquent leurs profits du travail de la main d'oeuvre salariée, tout en appelant les travailleurs à l'union nationale contre la concurrence étrangère; et dans tous les pays les capitalistes s'emploient à affaiblir les possibilités de résistance des travailleurs à l'exploitation en aiguissant la concurrence entre eux: concurrence entre jeunes et vieux, entre hommes et femmes, entre travailleurs de différentes usines, entre chômeurs, précaires et occupés, entre travailleurs immigrés et travailleurs nationaux.

La forte immigration connue lors de l'expansion économique de ces dernières années en Italie ou en Espagne, celle plus ancienne aux Etats-Unis, en France, en Grande-Bretagne ou en Allemagne ou dans d'autres pays d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique Latine, est utilisée par les bourgeois comme un bouc-émissaire de la crise. Dès sa naissance le capitalisme a suscité les migrations ouvrières - et utilisé à son profit les antagonismes entre travailleurs de différentes origines. Et dès sa naissance, ceux-ci ont répondu par la solidarité de classe et l'internationalisme prolétarien: **les prolétaires n'ont pas de patrie!**

Depuis des décennies, les réformistes et les collaborationnistes en tout genre ont fait croire aux bienfaits du «dialogue social» du «rôle protecteur de l'Etat» et de la «démocratie» pour résoudre les problèmes des travailleurs. La crise actuelle démontre que ce ne sont que des mensonges: la démocratie n'est que le masque de la domination politique et sociale de la bourgeoisie, l'Etat est au service exclusif des capitalistes et le dialogue social signifie l'abandon des intérêts vitaux des travailleurs. La bourgeoisie mène une guerre de classe tantôt ouverte, tantôt dissimulée mais permanente, contre les prolétaires; tant que ceux-ci ne répliqueront pas sur le terrain de l'affrontement ouvert, ils seront battus: pour se défendre, il n'y a pas d'autre solution que le retour à la lutte de classe, à commencer par la lutte et l'organisation pour les objectifs classistes immédiats:

- Diminution drastique de la journée de travail!
- Augmentation importante du salaire, plus forte pour les salaires les plus bas, et de tous les minimas sociaux!
- Salaire égal pour tous, hommes et femmes, jeunes ou vieux, autochtones ou immigrés!
- Non aux licenciements!
- Embauche des précaires, salaire intégral aux chômeurs! Régularisation de tous les sans-papiers!
- Non aux discriminations et aux expulsions!
- Non au contrôle de l'immigration!

Mais cette indispensable lutte de défense économique à elle seule ne prendra tout son sens qu'en devenant le premier pas vers la lutte générale pour renverser le système capitaliste qui plonge l'humanité dans les crises et les guerres.

Pour la révolution communiste internationale! Pour la constitution du parti communiste mondial! Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

La grippe porcine et le prolétariat

L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ CAPITALISTE

Le 11 juin dernier, l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) a déclaré, «après avoir hésité», l'été de pandémie à propos de la grippe porcine (rebaptisée H1N1 ou A pour ne pas offenser les porcs, ni les Mexicains). Il s'agissait selon elle d'inciter les industriels à produire vaccins et antiviraux et les Etats à fournir des financements. Mais qui incite qui? Depuis sa très médiatique apparition le virus s'est répandu à l'échelle internationale, causant une véritable psychose alimentée par les différentes autorités. Or il s'avère que cette grippe est très nettement moins virulente que la grippe classique; rappelons que si cette grippe porcine aurait causé la mort de presque 700 personnes dans le monde en deux mois, la sévère épidémie européenne de grippe de cet hiver a provoqué dans la seule France 6000 morts en deux mois sans que personne ne s'en émeuve; le syndicat des médecins urgentistes a accusé le gouvernement d'être directement responsable des 6 000 morts en France (en n'organisant pas d'accès aux soins pour les plus faibles comme il le demandait depuis le début de l'hiver). Cela n'a pas empêché Roselyne Bachelot de déclarer qu'en matière de prévention et de soins de la grippe... porcine, la France était au premier rang mondial! Pour la grippe réelle, c'est une autre paire de manches...

L'OMS est une organisation onusienne qui a été créée parce que les bourgeois se sont rendus compte qu'en matière de santé au moins, les cadres nationaux étaient dépassés. Mais la bourgeoisie est incapable d'aller bien plus loin que des mesures les plus timides et surtout que celles qui répondent aux besoins immédiats du capitalisme. L'OMS ne s'est jamais vraiment mobilisée pour traiter les redoutables fléaux qui tuent des millions de personnes chaque année dans les pays pauvres, comme le paludisme ou autres maladies tropicales. Depuis la fin des années 90 l'OMS s'est mis à la recherche de financements pour compenser la faiblesse des financements étatiques et de la Banque mondiale; ces financements, elle les a trouvés auprès de l'industrie pharmaceutique: des dizaines d'accords de partenariat ont été passés avec les industriels. Les dirigeants de l'OMS ne cachent pas que: «*Nous avons absolument besoin de financement privé. Depuis dix ans, en effet, les gouvernements ne nous donnent plus beaucoup d'argent; les gros sous se trouvent dans le secteur privé et les marchés financiers. Et comme l'économie américaine est la plus riche du monde, nous devons faire de l'OMS un système séduisant pour les Etats-Unis et les marchés financiers*» (1).

L'OMS est devenue dès lors un fidèle soutien de l'industrie pharmaceutique, comme en témoigne par exemple une célèbre déclaration de sa directrice: «*Nous devons protéger les droits des brevets (...) pour garantir que la recherche-développement nous fournira les outils et les technologies nouvelles (...). Nous avons besoin de mécanismes pour empêcher la réexportation de médicaments à bas prix vers des économies plus riches*» (2). En ce qui concerne la grippe, les industriels ont vu qu'il s'agissait d'un marché très prometteur, et il n'y a aucun doute que ce sont eux qui ont incité l'OMS à lancer ses campagnes, d'abord lors de la grippe aviaire, puis maintenant de la grippe porcine. C'est ce qui semble ressortir en tout cas du communiqué du géant pharmaceutique français Sanofi-Aventis à propos de la signature d'un contrat pour la

construction au Mexique d'une usine de production de vaccins contre la grippe, lors de la venue de Sarkozy dans ce pays l'hiver dernier: «*La nouvelle usine de Sanofi Pasteur au Mexique sera construite selon les standards permettant à Sanofi Pasteur de basculer aisément de la production de vaccin contre la grippe saisonnière à celle de vaccin contre la grippe pandémique, dans l'éventualité où une pandémie de grippe humaine vienne à être déclarée et une fois la souche de virus grippal pandémique identifiée par l'Organisation Mondiale de la Santé*» (3). L'usine devait être prête en quelques semaines...

Nous publions ci-dessous le texte diffusé lorsque la campagne d'intoxication sur la grippe porcine battait son plein.

* * * * *

Il y a dix jours tombaient les premières nouvelles sur une épidémie, dite «grippe porcine» apparue au Mexique; selon les déclarations du ministre mexicain de la santé, il s'agissait d'un «virus mutant hautement contagieux» qui était passé du cochon à l'homme. L'alerte déclenchée aux Etats-Unis et en Europe était accompagnée de l'information selon laquelle elle était déjà responsable de 20 morts «certains» et d'une quarantaine en cours de vérification. Jour après jour ces informations ont fait la une des journaux et des télévisions.

L'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) a lancé immédiatement l'alarme, assurant que la contagion pouvait s'étendre au monde entier, par l'intermédiaire essentiellement des voyages aériens. Au fil des jours elle a régulièrement élevé son niveau d'alerte du niveau 3 au niveau 4 puis 5: la «pandémie» menaçait. Les grandes industries pharmaceutiques, déjà alertées lors de la grippe aviaire (qui s'est avérée être un gigantesque bluff) s'engagent immédiatement à tout mettre en œuvre pour doter les services de santé des divers pays de milliers d'antiviraux et médicaments anti-grippe (comme par exemple le Tamiflu de la société Roche, qui est devenu aussitôt une star des plateaux de télévision!).

En quelques jours la panique de la fièvre porcine a fait le tour du monde.

Au Mexique on a fermé immédiatement écoles, stades, musées, bibliothèques, universités, les masques protégeant bouche et nez faisant leur apparition pour symboliser la

«gravité» de la situation! Un seul individu contaminé (vrai ou supposé) dans un pays relançait aussitôt la machine médiatique qui alimentait l'urgence et la crainte d'entrer en contact avec les éventuels malades!

Selon les médias il y aurait eu au Mexique près de 3000 cas et 150 morts (mais sur le lot il n'y aurait pas plus de 20 décès effectivement causés par cette fièvre), 1 mort aux Etats-Unis et une dizaine de malades, les cas en Europe et dans le reste du monde n'étant qu'une poignée.

Quelle alarme y aurait-il du avoir alors cet hiver lors de l'épidémie européenne de grippe et de maladies respiratoires qui a fait pour la seule France **près de 6000 morts** (4) des dizaines de milliers de malades, et probablement autant dans les autres pays - c'est-à-dire dans des pays super-développés, dotés d'hôpitaux de services pharmaceutiques et de santé ultramodernes?

Face aux épidémies réelles qui se reviennent régulièrement chaque hiver, la société capitaliste ne sait faire autre chose que de vendre des quantités de médicaments et de vaccins (en général d'ailleurs inutiles voire nocifs) et à enterrer les morts. Et la même chose se répète en été lors des épisodes de canicule!

Il ne faut certainement pas sous-estimer le danger que peut causer une maladie qui prend une forme épidémique; une société qui aurait vraiment comme priorité le bien-être et la santé du genre humain, organiserait

(Suite en page 6)

La grippe porcine et le prolétariat

(Suite de la page 5)

la vie sociale pour répondre à cet objectif. Mais ce n'est pas là la priorité de la société bourgeoise, de même que sa priorité n'est pas la préservation de l'environnement et de la nature où vit l'humanité. Comme lors de chaque catastrophe dite «naturelle» (tremblements de terre, inondations, tsunami, éruptions volcaniques, etc.), les morts, les destructions, relèvent en réalité de la responsabilité d'une organisation sociale uniquement fondée sur la recherche du profit : c'est la recherche du profit le plus rapide qui fait construire dans les zones inondables ou volcaniques ou sujettes aux tsunamis, qui fait économiser sur les mesures anti-sismiques, etc.

Face à une menace d'épidémie, la société du capital réagit de la même façon, en cherchant à «faire des affaires», que ce soit en vendant des médicaments, des journaux ou en obtenant des subventions supplémentaires pour son «organisation de santé» ; plus la panique se répand, plus on vend : tous les participants à l'opération «panique» y gagnent, qu'ils soient médecins, industriels, patrons de presse ou curés.

Mais il y a un autre aspect.

En diffusant la panique, la bourgeoisie accentue dans le prolétariat le sentiment

d'impuissance envers les forces supérieures qui influent sur son sort et contre lesquelles il n'a aucune possibilité de résistance – que ces forces soient un virus redoutable ou les «lois de l'économie». Et, en même temps, la classe dominante et son Etat renforcent leur apparente toute-puissance en fournissant des «solutions», présentées comme les seules possibles : dans le cas de l'épidémie par des médicaments et autres vaccins, dans le cas de la crise économique par telles ou telles mesures de relance ou de régulation. Plus ils se sentent maîtres de la situation, plus leur domination sur les masses prolétariennes est incontestée et plus ils ont de facilité pour falsifier la réalité : leur propagande est celle des demi-vérités et des mensonges ouverts, du silence coupable lors des phases de prévention qui ne se réalisent jamais et du tapage assourdissant lors de phases de spéculation.

Y compris dans de telles occasions les prolétaires sont incités à remettre entre les mains des capitalistes leur vie, leur santé, leur avenir. Il est pourtant bien connu par exemple que la société bourgeoise est incapable d'apporter une véritable solution aux maladies respiratoires provoquées par l'atmosphère empoisonnée des grandes villes (Mexico est l'une des plus polluées) bien plus que par toutes les épidémies de grippe aviaire ou porcine : s'il n'y a donc pas d'alerte de l'OMS, c'est qu'il faudrait détruire le mode de production capitaliste qui génère la coupure entre la campagne et la ville et entasse par millions les prolétaires dans de gigantesques métropoles urbaines invivables.

Ce sont les masses déshéritées et les

prolétaires qui sont le plus touchés par toutes les maladies, les périodes de crise économique qui jettent dans la misère, jusque dans les pays capitalistes les plus riches, des couches entières de population, aggravant encore ce phénomène.

La société bourgeoise qui ne pourra sortir de sa crise actuelle qu'en appauvrissant les masses, n'est pas devenue aujourd'hui plus «humaine», plus «solidaire», plus attentive aux besoins vitaux des prolétaires ; elle ne peut par nature que chercher à exploiter les forces vives des travailleurs pour «valoriser» le capital, c'est-à-dire pour accumuler du profit coûte que coûte, quel qu'en soit le prix en termes de santé ou de vie des populations et de pillage de la nature.

Les prolétaires ne peuvent espérer de la classe capitaliste et de son Etat, aucun remède à leurs maux, aucune solution à leurs misères. Quand les bourgeois concèdent quelques miettes aux travailleurs, c'est ou bien parce qu'ils y ont été contraints par la lutte ouverte et classiste ; ou alors parce qu'ils veulent les paralyser en les dressant les uns contre les autres, afin de les préparer à bien d'autres épreuves épouvantables : celles des guerres !

Contre les campagnes de la propagande bourgeoise qui ont pour but de semer la panique et de généraliser l'impuissance parmi les exploités, les prolétaires doivent répondre sur un tout autre terrain : le terrain de l'affrontement de classe, le seul sur lequel peut se reconstituer leur force organisée, le terrain sur lequel peut s'affirmer une solidarité réelle et une unité effective capables de contrecarrer toutes les influences politiques et idéologiques diffusées par la bourgeoisie

pour infecter le prolétaire et le soumettre.

Les prolétaires ont une tâche historique à accomplir : celle d'en finir avec la société bourgeoise qui n'est plus capable d'apporter aucun progrès à l'humanité. En finir avec la société bourgeoise, avec son mode de production capitaliste, avec son marché, avec ses guerres, avec son idéologie, sa propagande et ses mensonges, cela ne sera possible que lorsque le prolétariat prendra en main son propre destin, reconstituera son parti de classe doté de la science capable de déchiffrer les contradictions du capitalisme et de définir la voie conduisant à la révolution, à la dictature du prolétariat et au communisme : le marxisme.

Alors la panique changera de camp et gagnera la classe dominante, terrorisée par la perspective de perdre ses privilèges, ses richesses, sa domination ; les chaînes qui lient le prolétariat seront enfin brisées et le capitalisme, sa société et toutes ses institutions fraternelles, y compris «sociales» et de «santé» seront jetés à la poubelle de l'histoire.

7/5/2009

(1) cf «Quand l'OMS épouse la cause des firmes pharmaceutiques», «Le Monde Diplomatique», juillet 2002.

(2) Ibidem

(3) www.info-financiere.fr/upload/ECO/2009/03/FCECO010714_20090309.pdf

(4) Chiffres de l'Institut National de Veille Sanitaire, «Bulletin Épidémiologique Hebdomadaire» (15/4/2009) pour les deux premiers mois de 2009.

MARS 1919: FONDATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

(Suite de la page 1)

sont hostiles au chauvinisme et à l'opportunisme» (2).

Quelques semaines plus tard, Lénine traçait publiquement pour la première fois la perspective d'une nouvelle Internationale :

«L'action visant à transformer la guerre des peuples en guerre civile est la seule action socialiste à l'époque du conflit impérialiste armé des bourgeoisies de toutes les nations. A bas la naïve sentimentalité sur "la paix à tout prix" ! Levons le drapeau de la guerre civile ! La fable de la "dernière guerre" est un songe creux et nuisible. (...) Si ce n'est aujourd'hui, ce sera demain, si ce n'est au cours de la présente guerre, ce sera dans la période qui suivra, si ce n'est durant cette guerre, cela sera pendant la prochaine, le drapeau de la guerre civile du prolétariat deviendra le point de ralliement non seulement de centaines de milliers d'ouvriers conscients, mais aussi de millions de semi-prolétaires et de petits-bourgeois aujourd'hui bernés par le chauvinisme, et que les horreurs de la guerre, au lieu de les épouvanter et de les abrutir seulement, vont éclairer, instruire, éveiller, organiser, tremper et préparer à la guerre contre la bourgeoisie de "leur propre" pays et des pays "étrangers". La IIe Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme, et vive la IIIe Internationale débarrassée non seulement des "transfuges" (...), mais aussi de l'opportunisme ! (...) A la IIIe Internationale revient la tâche d'organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme!» (3).

Ces lignes datent du début de la guerre mondiale. Il faudra attendre plus de 4 ans, il faudra attendre que se renouent les contacts internationaux, que se tiennent les premières réunions internationales (Zimmerwald, Kienthal, etc.) encore politiquement incertaines (4) et que se développe la lutte politique des bolcheviks ; il faudra attendre la fin de cette guerre et l'effervescence sociale et politique sur laquelle elle déboucha ; il faudra attendre

surtout la révolution prolétarienne en Russie et l'instauration de la dictature du prolétariat, pour que cette perspective de constitution de la IIIe Internationale puisse enfin se concrétiser.

Lorsque le Congrès se réunit à Moscou (Lénine avait espéré qu'il se tienne «légalement en Allemagne ou illégalement en Hollande»), la vague révolutionnaire internationale n'a pas encore reflué, même si elle a subi une première défaite en Allemagne avec l'écrasement des Spartakistes et l'assassinat de Luxemburg et Liebknecht. C'est à bon droit que la plate-forme de l'Internationale Communiste déclare :

«La guerre impérialiste s'est transformée en guerre civile. La nouvelle époque est née : l'époque de la désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. L'époque de la révolution communiste du prolétariat.» De son côté le «Manifeste de l'Internationale Communiste aux prolétaires du monde entier», posait le problème historique : «En d'autres termes, l'humanité travailleuse toute entière deviendra-t-elle l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante qui, sous l'enseigne de la Société des nations, au moyen d'une armée «internationale» et d'une flotte «internationale», pillera et étranglera les uns, jettera des miettes aux autres, mais toujours et partout enchaînera le prolétariat dans le seul but de maintenir sa propre domination ? Ou bien la classe ouvrière d'Europe et des pays avancés du reste du monde s'emparera-t-elle de la vie économique, même désorganisée et détruite, afin d'assurer sa reconstruction sur des bases socialistes ?

Abréger l'époque de crise actuelle n'est possible que par les méthodes de la dictature du prolétariat qui ne regarde pas vers le passé, qui ne tient compte ni des privilèges héréditaires ni du droit de propriété, mais uniquement de la nécessité de sauver les masses affamées, qui mobilise à cet effet tous les moyens et toutes les forces, décrète pour tout le monde l'obligation du travail, institue le régime de la discipline du travail afin de guérir en quelques années les plaies béantes de la guerre, mais aussi d'élever l'humanité à des sommets nouveaux et insoupçonnés» (...). Pour réorienter le mouve-

ment prolétarien sur la juste voie de classe, pour constituer son organisation de classe, la rupture avec tous les faux socialistes est indispensable ; le «Manifeste» se termine ainsi :

«Si la guerre de 1870 porta un coup à la Première Internationale en dévoilant le fait que derrière son programme social-révolutionnaire, il n'y avait pas encore de force organisée des masses, la guerre de 1914 acheva la Deuxième Internationale en montrant qu'au dessus des masses ouvrières fortement soudées se tenaient des partis qui s'étaient transformés en organes dociles de l'Etat bourgeois. Ce n'est pas vrai seulement des social-patriotes qui sont passés de nos jours ouvertement dans le camp de la bourgeoisie en devenant ses agents de confiance préférés et les bourreaux les plus stirs de la classe ouvrière, mais aussi des centristes indécis et inconstants qui s'efforcent de nos jours de restaurer la IIe Internationale (...). La lutte contre le centre socialiste est la condition indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme.

(...) Nous nous considérons, nous communistes, rassemblés dans la IIIe Internationale, comme les continuateurs des efforts héroïques et du martyre de toute une longue série de générations révolutionnaires, depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Si la Ie Internationale a prévu le développement de l'histoire et préparé les voies, si la IIe Internationale a rassemblé et organisé des millions de prolétaires, la IIIe Internationale, elle, est l'Internationale de l'action de masse ouverte, de la réalisation révolutionnaire, l'Internationale de l'action. La critique socialiste a suffisamment stigmatisé l'univers bourgeois. La tâche du parti communiste international consiste à renverser cet ordre social et à édifier à sa place le régime socialiste.

(...) Sous la bannière des conseils ouvriers, de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et la dictature du prolétariat, sous la bannière de la IIIe Internationale, prolétaires de tous les pays, unissez-vous !» (5).

La Plate-forme de l'Internationale met à son premier point la **conquête du pouvoir politique**. Elle explique que cette conquête signifie, contrairement aux falsifications du

réformisme, «la destruction du pouvoir politique de la bourgeoisie. (...) La conquête du pouvoir politique ne peut consister en un simple changement de personnes dans les ministères, mais signifie la destruction de l'appareil d'Etat ennemi, la prise en main de la force réelle ; le désarmement de la bourgeoisie, du corps d'officiers contre-révolutionnaires, des gardes blancs, l'armement du prolétariat, des soldats révolutionnaires et de la garde rouge ouvrière ; la destitution de tous les juges bourgeois et l'organisation des tribunaux prolétariens, la destruction du fonctionnarisme réactionnaire et la création de nouveaux organes d'administration prolétariens».

Le deuxième point, **démocratie et dictature**, réfute les mensonges de la démocratie bourgeoise et réaffirme le sens de l'Etat prolétarien : «Comme tout Etat, l'Etat prolétarien est un appareil de contrainte et cet appareil est maintenant dirigé contre les ennemis de la classe ouvrière. Sa mission est de briser et de rendre impossible la résistance des exploités qui emploient dans leur lutte désespérée tous les moyens pour étouffer la révolution dans le sang». De son côté, «la prétendue démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise, n'est rien d'autre que la dictature bourgeoise déguisée. La "volonté populaire" tant prônée est une fiction comme l'unité du peuple. En fait il n'existe que des classes dont les intérêts antagonistes sont irréductibles. Et comme la bourgeoisie n'est qu'une petite minorité, elle utilise cette fiction, cette prétendue "volonté populaire" nationale afin d'affermir sous couvert de belles phrases, sa domination sur la classe ouvrière, et de lui imposer sa volonté de classe. (...) L'essence de la démocratie bourgeoise réside dans la reconnaissance purement formelle des droits et des libertés, précisément inaccessibles au prolétariat et aux éléments semi-prolétaires, du fait de leur manque de ressources matérielles».

Le troisième point, **l'expropriation de la bourgeoisie et la socialisation de la production**, rappelle que «la dictature prolétarienne doit réaliser l'expropriation de la grande bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers et faire des moyens de production et

MARS 1919 ...

de transport la propriété collective de l'Etat prolétarien» (les entreprises de moindre importance devant être socialisées et unifiées petit à petit). Cette expropriation «n'entraîne aucun partage des moyens de production et de transport. Au contraire, sa tâche est de réaliser une plus grande centralisation des forces productives et de subordonner l'ensemble de la production à un plan unique».

Enfin le quatrième point, le chemin de la victoire, écarte toutes les voies pacifistes, légalistes et parlementaires: «La période révolutionnaire exige que le prolétariat use d'une méthode de lutte qui concentre toute son énergie, à savoir l'action directe des masses jusque et y compris à sa suite logique, le choc direct, la guerre déclarée avec la machine d'Etat bourgeois. A ce but doivent être subordonnés tous les autres moyens tels que, par exemple, l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme bourgeois». Elle définit la nouvelle Internationale comme véritablement non-nationale et anti-impérialiste: «L'Internationale, qui subordonnera les intérêts dits nationaux aux intérêts de la révolution mondiale, réalisera ainsi l'entraide des prolétaires des différents pays», et contrairement à l'Internationale socialiste jaune, «soutiendra les peuples exploités des colonies dans leur lutte contre l'impérialisme, afin de hâter l'effondrement du système impérialiste mondial».

* * *

Le Congrès de mars 1919 était sans aucun doute peu représentatif au sens banalement quantitatif - on pourrait dire démocratique - du terme: très peu de délégués de pays occidentaux avaient pu arriver jusqu'à Moscou et, à l'exception de l'Allemagne ils ne représentaient pas de partis ou de groupes politiquement déterminés (6); la fondation de la nouvelle Internationale, du parti international du prolétariat, était cependant une nécessité historique rendue encore plus pressante par l'entrée en lutte de millions de prolétaires et pas seulement en Europe. Cependant l'immaturité politique du mouvement prolétarien en Europe, déboussolé par de longues années de praxis réformiste et démocratique, faisait que c'était sur les épaules du seul parti russe que reposaient pratiquement tous les efforts d'orientation et de constitution de l'Internationale, alors même qu'il se débattait déjà sous le poids exténuant de la défense du pouvoir prolétarien en Russie face aux interventions militaires de l'impérialisme et aux oscillations des multitudes paysannes.

A la seule exception du parti communiste d'Italie, les jeunes sections de l'Internationale qui se constituèrent au cours de cette période par des ruptures au sein des vieux partis sociaux-démocrates, contenaient en leur sein toute une série d'orientations, de traditions, d'influences hétérogènes qui débouchèrent sur des crises internes répétées et finirent par désorienter les dirigeants bolcheviks eux-mêmes en les poussant dans la voie de tactiques «élastiques». Si les premiers Congrès de l'Internationale réalisèrent un travail de restauration intégrale des fondements programmatiques et théoriques du mouvement communiste, il n'en fut pas de même pas sur le plan de la tactique. Alors qu'il aurait fallu suivre dans l'Europe capitaliste occidentale des lignes tactiques beaucoup plus strictes que dans la Russie tsariste (où par exemple les illusions démocratiques n'existaient pratiquement pas et où une alliance avec d'autres classes était imposée par la nécessité de renverser les structures héritées de la féodalité), les difficultés du pouvoir prolétarien pressèrent les bolcheviks de trouver les moyens d'y accélérer la maturation révolutionnaire par des expédients tactiques de plus en plus en contradiction avec ces fondements théoriques et programmatiques: du «parlementarisme révolutionnaire» au «front unique» politique pour arriver au funeste mot d'ordre du «gouvernement ouvrier» au nom duquel l'Internationale tenta de provoquer en 1923 la révolution en

Allemagne - et échoua misérablement, comme c'était inévitable (7).

Nous ne pouvons pas revenir ici sur notre analyse de l'affaiblissement progressif de l'Internationale Communiste jusqu'à sa «rechute dans l'opportunisme» qui la transforma en simple instrument du capitalisme russe triomphant sous Staline (8). Sa dégénérescence, parallèle à la dégénérescence du pouvoir prolétarien dramatiquement isolé en Russie, n'occulte en rien le fait que la constitution de l'Internationale Communiste et ses efforts pour devenir un véritable parti communiste international, représentent la plus haute conquête de la révolution d'Octobre et de la vague révolutionnaire internationale du premier après-guerre.

Le futur parti communiste mondial indispensable pour mener à la victoire la révolution prolétarienne internationale de demain, ne pourra se constituer et se développer que sur la base du bilan complet de la trajectoire de l'Internationale Communiste, à commencer par le besoin vital de la plus grande homogénéité possible entre la théorie, le programme et l'action tactique. Alors il pourra reprendre à son compte les paroles finales

de la plate-forme de 1919:

«L'Internationale Communiste appelle le prolétariat mondial à la lutte décisive. Arme contre arme! Violence contre violence! A bas la conspiration impérialiste du capital! Vive la République internationale des Conseils prolétariens!».

(1) cf Lénine, «Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne», Oeuvres, tome 21. Ce texte était signé: «résolution d'un groupe de social-démocrates».

(2) ibidem. Cette résolution avançait aussi le mot d'ordre des «Etats-Unis républicains d'Europe». Quelques mois plus tard, Lénine fera une critique à fond de ce mot d'ordre parce qu'il pouvait signifier une alliance des Etats impérialistes européens pour exploiter le reste du monde.

(3) cf Lénine, «La situation et les tâches de l'Internationale socialiste», Oeuvres, tome 21, pp 34-35.

(4) Voir: «A 90 ans de la Conférence de Zimmerwald» sur «Le Prolétaire» n°478.

(5) Les citations du Manifeste et de la Plate-Forme de l'Internationale Communiste sont tirées de «Premier Congrès de l'Internationale Communiste», E.D.I., 1974.

(6) On sait que Rosa Luxemburg avait donné la consigne au délégué allemand de ne pas se prononcer pour la constitution immédiate de la IIIe Internationale. Selon Hugo Eberlein, elle estimait qu'«il est absolument nécessaire de créer une nouvelle internationale révolutionnaire clairement opposée à la IIe Internationale réformiste»; cependant en l'absence d'autres partis communistes en Europe, elle estimait sa création immédiate prématurée, préférant attendre quelques mois. cf «The German revolution and the debate on soviet power», Pathfinder 1986, p. 542.

(7) Pour les répercussions de cet échec dans le parti russe et l'Internationale, voir A. Bordiga, «La question Trotsky», sur «Le Prolétaire» n°490.

(8) Le lecteur peut se reporter, entre autres, à notre recueil «Défense de la continuité du programme communiste», Textes du PCIInt. n°7

IRAN: Pour le prolétariat iranien, il n'y a pas d'autre issue que la lutte sur le terrain de classe dans la perspective de la révolution prolétarienne

La répression brutale des manifestations de rue qui ont touché Téhéran et les plus grandes villes iraniennes démontrent la volonté du gouvernement d'Ahmadinejad de ne tolérer aucune remise en cause de son pouvoir politique.

Accusé de fraude électorale, les partisans de l'Ayatollah Khomeiny et du président sortant ont répondu par des arrestations, des passages à tabac et de tirs d'armes à feu; la police, les Pasdaran et les volontaires Basji dirigés par ces derniers sont les instruments de la répression actuelle.

La démocratie iranienne est apparue vêtue de noir avec la dite «révolution islamique» de 1979, qui en réalité n'avait rien de révolutionnaire du point de vue économique et social: le régime parasitaire du Shah, à la solde des Etats-Unis, a été alors remplacé par une république confessionnelle où le clergé dirige l'Etat et où le nationalisme est camouflé par un oecuménisme islamique. La modernisation économique initiée sous le Shah ne s'est pas arrêtée sous les Ayatollahs, mais le contrôle social qui échappait au régime monarchique en pleine décomposition a pu être vigoureusement rétabli par le régime réactionnaire du clergé Shiïte.

Le capitalisme dans les pays de la périphérie de l'impérialisme comme ailleurs se développe en utilisant pour son propre compte les forces sociales et politiques enracinées parmi les masses, qu'elles soient religieuses comme en Israël ou en Iran, laïques comme en Turquie ou en Irak. La «révolution islamique» de 1979 n'a pas le moins du monde ébranlé la structure économiste capitaliste de l'Iran; elle a au contraire répondu aux intérêts spécifiquement nationaux de la bourgeoisie iranienne, confiant à sa fraction la plus autoritaire le soin de défendre ces intérêts tant à l'intérieur du pays que dans sa politique de puissance régionale appuyée sur les grandes ressources énergétiques du pays.

Dès 1979 ces ambitions impérialistes se sont heurtées à Israël qui depuis sa création joue le rôle de gendarme des intérêts des impérialismes occidentaux, et plus particulièrement de ceux des Etats-Unis. Le heurt entre les intérêts bourgeois iraniens et les intérêts bourgeois israéliens et américains était inévitable.

Durant ces trente ans de régime confessionnel, et surtout après la guerre avec l'Irak (guerre ni gagnée ni perdue qui a permis de cimenter la collaboration entre les classes), le capitalisme iranien a connu un développement significatif. Les ressources essentielles du pays sont sans aucun doute concentrées dans la production de pétrole et de gaz dont l'Iran est un des plus gros exportateurs

mondiaux, mais les industries métallurgiques et des armements, l'industrie textile et l'industrie du bâtiment se sont indéniablement accrues. Ce développement est à la base de la progression des échanges avec la Chine et la Russie comme avec l'Allemagne et l'Italie, mais aussi de ses ambitions de puissance régionale qui le poussent à accélérer son programme nucléaire.

Ces trente années de développement capitaliste ont eu pour conséquence d'accélérer l'urbanisation du pays et d'accroître le nombre de prolétaires. Mais le régime confessionnel, répondant très efficacement aux exigences du développement capitaliste, jouit encore d'une forte influence sur une grande partie de la population; le fait que le prolétariat n'a pu profiter des tensions politiques et sociales actuelles pour revendiquer la défense de ses intérêts immédiats propres, économiques et organisationnels, est la démonstration que le chemin vers la lutte de classe est encore longue et difficile.

La situation internationale, marquée par des crises économiques toujours plus fréquentes et une instabilité croissante dans les nombreuses zones de tempête du monde capitaliste - et le Moyen-Orient est depuis longtemps une de ces poudrières toujours prête à exploser - fait apparaître la tendance à accentuer la centralisation du pouvoir politique, à se tourner vers un autoritarisme toujours plus affirmé pour la défense des intérêts capitalistes essentiels. Plus la crise économique frappe les grandes métropoles du capitalisme mondial, diffusant dans tous les pays, y compris les plus éloignés des centres névralgiques de l'économie internationale, une instabilité grandissante dans les rapports économiques et commerciaux, et plus les forces réactionnaires deviennent chargées de la tâche de défendre à tout prix les intérêts capitalistes locaux.

Selon les médias, le monde serait divisé en pays démocratiques, pays dictatoriaux et pays terroristes. Les pays démocratiques auraient la noble tâche de conduire, de gré ou de force, les pays dictatoriaux vers la démocratie, et de s'opposer, surtout par la puissance militaire, aux pays terroristes, ouvrant là aussi la voie à la «démocratisation» après la défaite du «terrorisme» (on a vu en Irak et en Afghanistan à quelle catastrophe sociale et économique aboutissaient ces guerres démocratiques déclenchées par les pays occidentaux!).

Mais il apparaît plus clairement encore aujourd'hui qu'hier que la démocratie, y compris dans les pays de plus vieille tradition libérale, est strictement conditionnée par la défense d'intérêts nationaux économi-

ques, financiers, politiques militaires et diplomatiques bourgeois, intérêts qui entrent régulièrement en conflit avec d'autres comme le démontrent les foyers de guerre présents un peu partout dans le monde. En outre la démocratie démontre qu'elle est toujours le plus efficace instrument de tromperie utilisé par toute fraction bourgeoise au pouvoir afin d'obtenir un consensus des masses non plus seulement sur des programmes de meilleure gestion de l'économie, de plus large redistribution des richesses et d'amélioration du niveau de vie, mais sur la capacité à défendre énergiquement ces intérêts nationaux.

La démocratie confessionnelle des Ayatollahs suit la même tendance; fraudes électorales ou non, les masses sont amenées de gré ou de force à soutenir le pouvoir des puissants: si elles ne le soutiennent pas volontairement, démocratiquement, elles sont conduites par la répression à se plier aux impositions gouvernementales parce que ce qui doit primer avant tout, au dessus des règles démocratiques, au dessus des intérêts des petits-bourgeois, des masses, des prolétaires, c'est l'«intérêt national», qui correspond toujours aux intérêts des fractions bourgeoises les plus puissantes qui utilisent le pouvoir d'Etat à leur avantage.

Le recours à la force brutale, à la répression ouverte flanquée des accusations de trahison envers l'opposition, n'est pas seulement une démonstration de force; elle dénote aussi une certaine crainte que les masses prolétariennes prennent à la lettre la perspective de pouvoir exprimer leur mécontentement et avancer leurs revendications propres. Mais ce qui attend le prolétariat iranien, ce n'est pas l'ouverture d'une ère de libre expression et de libre organisation; c'est plutôt une période où, une fois ses problèmes internes résolus, la bourgeoisie utilisera le clergé shiïte pour concentrer toutes les forces du pays vers une politique de puissance régionale beaucoup plus affirmée que jusqu'ici.

Les heurts avec les Etats-Unis, Israël, la Grande-Bretagne et une bonne partie des Etats occidentaux partenaires des Américains ne sont pas uniquement dus aux efforts iraniens pour se doter de l'arme nucléaire; ils découlent de la politique liée aux ressources de pétrole et de gaz naturel, des velléités d'alliance iranienne avec la Russie et la Chine pour s'opposer à la poussée américaine en Asie centrale. La prudence du président Obama qui, en dépit de la répression, affirme maintenir les possibilités de

(Suite en page 8)

IRAN : Pour le prolétariat iranien, il n'y a pas d'autre issue que la lutte sur le terrain de classe dans la perspective de la révolution prolétarienne

(Suite de la page 7)

«dialogue» avec le gouvernement iranien, témoigne de l'importance des enjeux. Il serait illusoire d'attendre des grands pays «démocratiques» impérialistes des actions réelles contre la répression en Iran; de même qu'il n'y en avait pas eu lors de la répression des étudiants de la place Tiananmen en Chine, il n'y en aura pas à propos de la répression actuelle.

Face à la politique nationaliste et de puissance régionale menée par la bourgeoisie iranienne, il n'y a que deux possibilités pour les prolétaires de ce pays: soit s'arracher à l'étreinte mortelle du collaboratisme interclassiste et donc au nationalisme qui est l'antichambre des aventures guerrières pour commencer à organiser la défense de ses intérêts propres; ou alors abandonner tout espoir de lutte pour leur émancipation en se résignant à rester des exploités dociles et de la chair à canon sacrifiée au seul profit des capitalistes.

Il ne sera pas facile pour les prolétaires iraniens de se libérer d'un empoisonnement religieux qui dure depuis des décennies et

d'une intoxication démocratique plus récente; il leur faudra mener des luttes dures et sanglantes parce que la bourgeoisie ne lâchera jamais le pouvoir sur de simples manifestations pacifiques même si elles sont gigantesques et même si les manifestants abattent les symboles de la domination des Ayatollahs. Le prolétariat n'a aucune force et aucun avenir s'il ne retrouve pas la voie de la lutte de classe.

Ce ne sont pas les revendications d'élections sans fraude, d'une représentation parlementaire pour toutes les classes de la société et de liberté démocratiques qui sont le moyen d'empêcher la pression et la répression bourgeoises: les revendications de «libertés», de «droits» restent des vœux pieux pour les prolétaires si elles ne sont pas arrachées et maintenues par la force, c'est-à-dire par la lutte de classe ouverte, indépendante des forces religieuses et de collaboration entre les classes.

Les prolétaires des grands pays capitalistes qui vantent leurs institutions démocratiques et la supériorité de leur civilisation, ne pourront fournir une aide à leurs frères de classe d'Iran et d'ailleurs, qu'en retournant

eux aussi sur des positions de classe: plus le prolétariat des pays impérialistes reste soumis aux intérêts bourgeois et respectueux de la paix sociale, et plus les prolétaires du monde resteront exploités, écrasés et réprimés. L'intérêt commun, l'intérêt national qu'invoquent les bourgeois de tous les pays n'est que le masque des intérêts capitalistes; les prolétaires devront répliquer partout en refusant toute accord avec «leur propre» bourgeoisie et son Etat: classe contre classe, intérêts prolétariens contre intérêts bourgeois!

La dictature du capital, qu'elle se manifeste ouvertement ou qu'elle se camoufle sous le masque de la démocratie laïque ou religieuse, ne pourra être renversée que par une force sociale supérieure, celle du prolétariat. La dictature prolétarienne, exercée par le seul parti de classe, est le point de passage nécessaire à Washington comme à Rome, à Moscou comme à Pékin ou à Téhéran, à Paris comme à Berlin à Madrid, à Rio de Janeiro ou New Dehli. Aux lois sanglantes du capital et de la contre-révolution répondront les lois implacables de la révolution!

30/6/2009

L'Iran en quelques chiffres

L'Iran a une population estimée aujourd'hui à 73 millions de personnes, soit plus du double qu'il y a trente ans, lors de l'établissement de la République islamiste après le renversement du Shah.

A l'époque, près de 40% de la population active était employée dans l'agriculture; en juin 2007 ce pourcentage était tombé à 25%, alors que 31% était employée dans l'industrie et 45% dans les «services» (catégorie fourre-tout de la sociologie bourgeoise vulgaire). L'exode rural a provoqué le gonflement des villes: la capitale Téhéran est passée de 4,5 millions d'habitants en 1976 à plus de 7 millions, Ispahan de 600.000 à 1,5 millions, Chiraz, de 400.000 à 1,2 millions, etc. 68% de la population vit maintenant dans des villes.

En trente ans l'Iran a connu un développement économique indéniable, tiré par la production de pétrole dont il est le quatrième producteur mondial, après l'Arabie Saoudite, la Russie et les Etats-Unis (et dont il possède les deuxièmes réserves mondiales, après l'Arabie): la production pétrolière lui fournit 47% de ses recettes budgétaires et 84% des ses exportations. L'Iran est devenu dernièrement le premier fournisseur en pétrole de la Chine. La manne pétrolière est utilisée pour subventionner toute une série de produits, y compris l'essence dont le prix est le moins cher du monde, mais dont près de 40% doit être importée des Emirats en raison de la faiblesse des capacités de raffinage iraniennes!

Grâce aux ressources pétrolières, le pays a pu connaître une certaine diversification: en 2008 il se serait ainsi classé au 39e rang des puissances industrielles mondiales avec une production de 24 milliards de dollars, juste après la Grèce et la Roumanie. A part les secteurs traditionnels comme le textile (tapis), la sidérurgie et l'industrie automobile ont connu une progression notable; cette dernière est sans doute le secteur industriel le plus dynamique: elle a produit en 2008 1.510.000 véhicules (en général sous licence d'industriels européens, comme Peugeot ou Renault), ce qui a classé l'Iran au 16e rang des producteurs mondiaux, devant l'Italie! L'Etat contrôlerait de 65 à 80% de l'économie et il reste encore le premier employeur du pays, mais un processus de privatisation est en cours.

Cependant le développement industriel de l'Iran reste encore limité. Si on le compare avec un pays de la région ayant le même nombre d'habitants et une structure

de la population active comparable, la Turquie, on voit que cette dernière est une puissance industrielle plus grande (24e rang) capable d'exporter des produits manufacturés: en 2004 84% des exportations turques étaient composées de produits industriels contre... seulement 9% pour l'Iran!

L'économie iranienne n'étant pas capable d'employer toute la population active issue de l'exode rural et de la croissance démographique, le chômage est important: officiellement il était estimé à 15% en 2008, mais il était probablement de l'ordre de 25%, et encore supérieur pour les jeunes (y compris les jeunes diplômés) et les femmes (présentes sur le marché du travail à un degré incomparablement plus grand qu'il y a trente ans), alors que les allocations-chômage sont très faibles (quand elles existent!) et que l'inflation est très forte: 28% fin 2008. Conséquence: les inégalités sociales s'accroissent depuis des années, comme le reconnaissent les statistiques officielles elles-mêmes.

RÉPRESSION ANTI-OUVRIÈRE

Depuis sa création, la République islamique a imposé une répression implacable sur le prolétariat. Les syndicats indépendants sont interdits, seuls sont autorisés, dans les entreprises de plus de 35 salariés, des «Conseils économiques du travail» ou sont présents des représentants du personnel et de la direction, supervisés par la «Maison des travailleurs» contrôlée par l'Etat. Ces organisations syndicales secondées par la police, servent en fait à contrôler les travailleurs à la façon des syndicats fascistes. Le droit de grève est sévèrement réglementé et carrément interdit dans le secteur public. Les travailleurs des petites entreprises et les travailleurs temporaires n'ont pas droit aux mesures sociales élémentaires comme les allocations de chômage ou le salaire minimum (fixé à 140 dollars, alors que le seuil de pauvreté officiel est de 300 dollars!).

Les quelques grèves qui se déclenchent quand même sont sévèrement réprimées et les «meneurs» souvent condamnés à des peines de prison et à des coups de fouet: c'est le cas de chauffeurs de bus de Téhéran qui avaient tenté de créer un syndicat ou des travailleurs de la grande entreprise de sucre Haft Tapeh à Shush après 45 jours de grève à l'automne 2007 pour obtenir le paiement de leurs salaires.

L'Iran est un des pays où la peine de mort est le plus utilisée, y compris pour des raisons politiques, comme dans le cas de Farzad Kamangar, membre du PKK, condamné à mort il y a un an à l'issue d'un procès expéditif, pour «atteinte à la sûreté de l'Etat» et être un «ennemi de Dieu»: il s'agit d'une mesure d'intimidation envers la minorité kurde iranienne. Les autorités redoutent en effet toujours d'éventuelles poussées irrédentistes parmi les nombreuses minorités ethniques du pays (les Perses ne représentent qu'un peu plus de la moitié de la population).

La crise économique mondiale n'a pas épargné l'Iran, d'abord en restreignant drastiquement les ressources tirées du pétrole, ce qui a obligé et obligera les gouvernements quels qu'ils soient à tailler dans les dépenses sociales, et à chercher à attirer, si possible, les capitaux étrangers.

Ensuite le pays a connu lui aussi une bulle immobilière qui, en éclatant en 2008, a non seulement frappé une partie des couches moyennes, mais a aussi touché le secteur bancaire. Le gel du crédit a suivi avec ses conséquences directes en termes de contraction de l'activité économique. Selon certaines estimations, le chômage aurait atteint plus de 60% au premier trimestre de cette année!

Tout cela explique le climat de mécontentement qui s'est manifesté lors de l'élection présidentielle et a poussé des centaines de milliers de manifestants à défier la répression.

Mais tant que la classe ouvrière n'aura pas trouvé la force d'entrer en lutte pour défendre ses propres intérêts de classe, tant qu'elle restera noyée dans le magma petit-bourgeois, le mécontentement, si profond soit-il, pourra sans difficulté être récupéré par des forces politiques tout aussi pro-capitalistes et réactionnaires que le gouvernement: c'est ce qu'ont accompli les «réformateurs» de Moussavi qui, aux cris d'Allah Akbar (Dieu est tout puissant), ont voué le prolétariat à l'impuissance.

Sources: les données varient selon les sources consultées. Pour les statistiques économiques, nous avons utilisé essentiellement le CIA World Factbook, les rapports de la Banque Mondiale ainsi que «The riddle of Iran» in «The Economist» du 21/7/2007, «L'Iran sous l'emprise de l'argent» in «Le Monde Diplomatique» de juin 2009 et «Iran, les inégalités menaçantes» in «Alternatives Internationales» n°43, juin 2009

« Il Comunista » n° 113 - Luglio 2009 Nell'interno

- Per difendersi contro la crisi capitalistica, una sola soluzione: la ripresa della lotta di classe!
- IRAN. La via d'uscita per il proletariato e' una sola: lottare sul terreno dell'antagonismo di classe nella prospettiva della rivoluzione proletaria
- I borghesi gridano: abbasso lo straniero! I proletari rispondano: non abbiamo patria!
- Marxismo e immigrazione proletaria
- Delle crisi cicliche del capitalismo, del loro inevitabile e storico sbocco nella guerra guerreggiata e della sola e decisiva soluzione storica rappresentata dalla rivoluzione proletaria (RG)
- Marzo 1919: fondazione dell'Internazionale Comunista
- Strateghi di falsificazione storica e di attività da bottegai
- Marxismo e miseria (sul filo del tempo)
- Proletari migranti sbattuti tra Italia e Malta
- La classe dominante borghese sta facendo pagare ai proletari, oggi, la sua guerra di domani!
- Esplode un treno merci a Viareggio - l'ennesimo disastro annunciato: il profitto continua a mietere vittime
- Note: -Disastro ferroviario di Crevalcore: unico colpevole "il macchinista morto" - Alfonso Pinazzi se n'è andato - Clandestinità
- Redeyef, Tunisia, a sud di Lampedusa

Journal bimestriel en italien. Le numéro: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abonnement: 8 €, 25 FS, £ 6 - Abonnement de soutien: 16 €, 50 FS, £ 12

Notre site Internet :
www.pcint.org

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE 2ère liste 2009

Aix, réunions de lecteurs: 511,00 / Alain: 47,50 / Besançon: 13,00 / Carcassonne: 3,16 / Daniel: 400,00 / David: 20,00 / Eric: 8,50 / Lyon: 12,50 / Paris: 900,00 / Raymond: 8,00

Total liste: 1912,66
Total général: 3930,66

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE:

Pour la France: Editions Programme, 3 rue Basse Colombat, 69007 Lyon

Pour la Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens

Pour l'Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 7,5 € / 30 FS / £ 10. Abonnement de soutien: 15 € / 60 FS / £ 20. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. Abonnement: 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. Abonnement de soutien: 27 € / 70 FS / £ 27. «el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. Prix de soutien, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. Imprimé par nos soins.